

Révolution 18 Internationale

mensuel

octobre 75

ESPAGNE

**LA CONTRE-REVOLUTION ARME
LE BRAS DE L'ANTIFASCISME**

PORTUGAL

ENSEIGNEMENTS DE LA SITUATION ACTUELLE

FRANCE

AU BOUT DU TUNNEL : LE PROLETARIAT

GB

BILAN D'UNE ANNEE

VENEZUELA

LES NATIONALISATIONS

MODERNISME

DU GAUCHISME AU NEANT

SOMMAIRE

- 1 FRANCE : AU BOUT DU TUNNEL, LE PROLETARIAT
- 5 ESPAGNE : LA CONTRE-REVOLUTION ARME LE
BRAS DE L'ANTI-FASCISME
- 7 PORTUGAL : ENSEIGNEMENTS DE LA SITUATION
ACTUELLE
- 12 A PROPOS DE L'ARTICLE in R.I.17
"Choisir son camp"
- 15 GRANDE BRETAGNE : BILAN D'UNE ANNEE
- 20 VENEZUELA : LES NATIONALISATIONS
- 26 MODERNISME : DU GAUCHISME AU NEANT
- 32 Erratum : Présentation du premier
Congrès de R.I. (R.I.17)

REUNIONS OUVERTES

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Paris, Toulouse, Rouen.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris se tiendra le samedi 25 octobre 1975 sur le thème : "La situation française", à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle jaune, premier étage), Paris 13ème.

La prochaine réunion ouverte de la section de Rouen aura pour thème : "L'antifascisme". La date et le lieu -non encore fixés- seront annoncés par voie d'affiches dans les librairies de Rouen ou communiqués par RI.

ABONNEMENTS

5 numéros de REVOLUTION INTERNATIONALE
et les numéros correspondants de la
REVUE INTERNATIONALE 35 F
Etranger 40 F
Abonnement de soutien 60 F

ABONNEMENTS et CORRESPONDANCE écrire à

REVOLUTION INTERNATIONALE

B.P. 219
75827 Paris Cedex 17
FRANCE

Publications du Courant Communiste International

ACCION PROLETARIA (ESPAGNE)

Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNACIONALISMO (VENEZUELA)

Ecrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISM

P.O. Box 961
Manhattanville Station
365 West, 125 St.
NEW YORK N.Y. 100 27
U.S.A.

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

Ecrire à l'adresse comme suit :

Sandro Saggiaro
Casella Postale 85/6
35 100 Padova
ITALIE

WORLD REVOLUTION

Ecrire à l'adresse comme suit :

Box 56
197 King's Cross Road
LONDON WC1
GRANDE BRETAGNE

VERSEMENTS à

C. GINE
CCP La Source 34 195 33

Directeur de la publication : C. GINE

Numéro de Commission Paritaire : 54267

Imprimerie : Ed. Syros
9, rue Borromée, Paris 15e

FRANCE

AU BOUT DU TUNNEL : LE PROLETARIAT

"Nous commençons à voir le bout du tunnel."(CHIRAC)

Confrontées à la "plus grande secousse que l'économie mondiale ait connue en temps de paix depuis 45 ans" -comme le disait Giscard d'Estaing lui-même dans son dernier "discours au coin du feu"-, toutes les fractions nationales de l'appareil politique de la bourgeoisie mettent autant d'acharnement à se démarquer les unes des autres, qu'à tenter de persuader (et de se persuader) qu'il y a des solutions dans le cadre du système. En fait, pour la bourgeoisie, faire croire qu'IL Y A UNE SOLUTION devient une nécessité d'autant plus vitale que la lutte de classe la menace, en même temps que la crise, dans ses fondements mêmes. La bourgeoisie des pays autrefois les plus prospères brandit ses plans de relance, aussi bien aux Etats-Unis, qu'en Grande-Bretagne, au Japon ou en Allemagne, mais, devant le scepticisme général, ravale très vite ces mêmes plans en modestes "plans de soutien" pour conserver, malgré tout, une certaine crédibilité.

UNE SOLUTION DE LA BOURGEOISIE AU POUVOIR :
LE PLAN ET LE CONTRE-PLAN

Dans l'incertitude, la bourgeoisie ne s'aventure plus sur les plans à long terme, elle navigue "au jugé" dans la brume épaisse de la crise mondiale, attendant que son plan soit efficace dans quelques mois, que la "reprise économique" vienne des pays partenaires ou d'un développement économique intérieur des plus hypothétique. En fait, en présentant le contre-plan de septembre 1975 comme une solution pour l'avenir, la bourgeoisie ne fait qu'agiter vainement un épouvantail à lutte de classe: il y aurait une solution SI, entre autre considérations, la classe ouvrière acceptait les quelques généreux 5 milliards de francs "d'aide à la consommation" en attendant patiemment des jours meilleurs.

Le plan anti-inflation de 1974, avait, lui aussi, été présenté comme une recette magique A CONDITION QUE la consommation soit limitée, tout comme les investissements et les crédits. Pour tous les pays, la solution était alors la même : importer peu, exporter plus, et le cercle se refermait, chaque pays cherchant à écouler ses stocks tout en achetant moins. Ce fut l'escalade diplomatique des commis-voyageurs, tous aussi célèbres les uns que les autres, de Chirac à Kissinger, et la mise aux enchères de "marchés du siècle" d'autant plus spectaculaires qu'ils étaient plus futiles par rapport

aux stocks existants. Il fallait montrer que la bourgeoisie cherchait des solutions et qu'elle les connaissait, que les échecs ne pouvaient venir que d'accidents commerciaux : le pragmatisme devenait la méthode de gestion courante de ces temps d'incertitude.

Mais, bientôt, la bourgeoisie dut se rendre à l'évidence : l'inflation avait légèrement baissé, certes -et pour des raisons surtout conjoncturelles- mais au prix d'une récession de plus en plus forte : la production industrielle a chuté de 13 % entre juillet 74 et juillet 75, tandis que le chômage atteignait le chiffre de 1 200.000 le 1er août 75. C'est l'escalade du chômage partiel, des licenciements collectifs et des dépôts de bilan : Boussac, Idéal-Standard, les conserveries Blanchard, Sacilor-Sollac, Poclain et bien d'autres sont atteints.

Le gouvernement "trouve" alors UNE AUTRE SOLUTION : le contre-plan Giscard de septembre 75, plan anti-récession, dit "plan de relance" et plus tard, plus modestement, "plan de soutien" : il s'agit d'injecter 30 milliards de francs dans une économie atteinte d'une maladie chronique... La majeure partie de ce financement va aux entreprises pour leur faire continuer la politique qu'elles ont tout naturellement tendance à suivre : celle de produire, toujours plus, toujours en moins de temps. Prise dans le rouage de la productivité qui lui est naturelle, l'économie décadente est bientôt prise de vertige : produire pour qui ? Les pays dits partenaires -de qui est attendu le miracle d'écouler la surproduction- sont dans la même situation : ils veulent vendre leurs stocks, mais ne pas acheter. Produire pour produire, la bourgeoisie le peut pratiquement avec les seules limites des matières premières utilisables : mais elle se heurte bien vite à ses propres contradictions : la plus-value à réaliser, c'est-à-dire le profit sous forme de marchandises qu'il s'agit de transformer en argent, puis en nouveaux moyens d'exploitation, est de plus en plus importante, la plus-value réalisée de plus en plus faible. Jouissant de possibilités productives gigantesques, le capitalisme est contraint de diminuer ensuite volontairement sa production : ainsi, le potentiel industriel ne fonctionne déjà plus qu'à 70 % de sa capacité productive. Le meilleur exemple de l'absurdité des contradictions de cette période de décadence est celui de Fos-sur-Mer : le "plan de relance" se propose d'entamer la deu-

xième tranche du projet, donc de terminer la construction de l'ensemble prévu. Or, sur les deux hauts-fourneaux existants, un seul peut fonctionner, l'autre est éteint faute de débouchés pour sa production.

Ainsi, au moment même où elle prétend se moderniser, où elle prétend développer sa productivité, la bourgeoisie ne fait que creuser davantage sa propre tombe :

- la récession provisoirement ralentie du fait de l'injection fictive de capitaux ne va pas pour autant empêcher le déficit de 40 milliards de francs prévue pour 75 et la continuation du chômage ; ainsi, Ceyrac, président du CNPF, le disait lui-même, et dès les premiers jours du plan : "De nouveaux licenciements seront indispensables".

- le développement du crédit occasioné par le plan de relance, en faisant de la planche à billets une technique courante de la politique économique, va faire de l'inflation une réalité tous les jours plus pesante : les prévisions la voient déjà atteindre les 15 % après être passée de 13,5 % à 10 % sous l'effet du précédent plan. Les prix vont eux-aussi augmenter en même temps que l'inflation, et l'actuelle augmentation ne donne qu'une idée bien pâle de ce qu'elle sera dans quelques mois : en effet, ils ont augmenté de 15,2 % de juillet 74 à juillet 75 tandis que le SMIC n'augmentait que de 8,6 %.

Entrée dans le tunnel de la crise dès les années 66-67, la bourgeoisie française le voit de plus en plus se refermer sur lui-même : le plan anti-inflation n'a fait que provoquer la récession sans résorber l'inflation. Le plan anti-récession ne fera que développer l'inflation sans freiner la récession. "Solution" d'autant plus stérile qu'elle ne résoud rien du point de vue du capitalisme et ne s'assure pas la neutralité de la classe ouvrière. De cette faille du régime actuel surgissent les solutions de rechange qui, si elles ne sont pas plus efficaces du point de vue du capitalisme, tendent au moins à résoudre la deuxième question : la nécessité de tenir en main la classe ouvrière.

"LA SOLUTION" DE LA GAUCHE : UN CAPITALISME D'ETAT "SOCIAL"

Devant le "plan de relance" de Giscard d'Estaing, le PC a sorti son "programme du 8 août" issu du "programme commun de la gauche" et qui ressemble étrangement au plan gouvernemental, avec, toutefois, une différence d'accent...

L'intervention de l'Etat prendrait, sous la direction de la gauche, non plus seulement la forme d'intervention de l'Etat dans le capitalisme privé : elle adopterait même la forme juridique du capitalisme d'Etat. En effet, la gauche pousserait la hardiesse jusqu'à nationaliser formellement des entreprises qui ne doivent déjà leur survie qu'à l'aide financière de l'Etat ; Citroën par exemple, a bénéficié

d'une imposante somme de l'Etat pour ne pas être obligé de fermer ses portes et de mettre en chômage plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers. Sa nationalisation ne fera que rendre officiel ce qui existe déjà.

L'intérêt de ces nationalisations, pour le capital, ne se situe pas tant dans la tentative de résoudre le problème de la crise dans ses contours économiques que dans la manière de présenter cette opération à la classe ouvrière : les nationalisations sont présentées comme une lutte contre les monopoles assimilés pour la circonstance en lutte contre le capitalisme, elles sont présentées comme des mesures socialistes ouvrières nécessaires à un "gouvernement des travailleurs". Les nationalisations deviennent alors PLUS QU'UNE SOLUTION A LA CRISE : le moyen pour amener la classe ouvrière à se fourvoyer dans une voie qui n'est pas la sienne.

Après les échecs des deux dernières grandes grèves du prolétariat français -les PTT en oct.-nov. 74, Renault en 75-, la gauche éprouve sans cesse le besoin de maintenir son influence sur la classe ouvrière. Ceci d'autant plus que le chômage chronique et l'augmentation des prix constituent une véritable poudrière.

Les contre-plans de la gauche sont un prétexte comme un autre pour se démarquer de la politique gouvernementale actuelle et présenter par ce fait même, sa candidature au pouvoir tout en souhaitant retarder le moment de reprendre en main une situation en aussi mauvais état. La gauche reproche à ce plan d'être anti-ouvrier puisqu'il favorise les grandes entreprises, elle lui oppose une espèce de contre-plan qui se veut pour "la relance de la consommation populaire", pour le développement de l'activité économique et la défense de l'emploi, pour le blocage des prix à la production de la grande industrie, pour quelques suppressions de TVA, pour le contrôle de l'exportation des capitaux et pour les nationalisations. Sauf quelques fragments nouveaux -mais qui sont irréalisables donc uniquement démagogiques et que la gauche rangerait bien vite dans ses tiroirs si elle était au pouvoir-, le contre-plan de la gauche n'est qu'une réédition un peu plus sophistiquée du "plan Giscard" sans les contraintes imposées par le libéralisme à celui-ci.

Le but que recherche la gauche réside dans le fait de présenter le programme commun comme l'assise économique d'un éventuel pouvoir de la classe ouvrière, de se présenter comme des gérants efficaces de ce pouvoir. Se déclarer seule détentrice des clés de la crise ne saurait lui suffire ; il lui faut encore signoler son rôle d'opposition conséquente au régime: se montrer victime du régime actuel, refuser avec hauteur toute proposition gouvernementale de discussion.

"Victime" Marchais lui-même, en visite dans les entreprises avec une délégation de choc du PCF et refoulé chaque fois par la police. C'était la première partie de la mise en scène. La deuxième partie se situe le jour de la dis-

cussion du "plan de relance", où des manifestations de travailleurs sont arrêtées devant les portes de l'Assemblée Nationale. Les députés communistes sortent ostensiblement pour "discuter" avec eux, prendre leurs pétitions et reviennent tout aussi ostensiblement s'asseoir sur les bancs du Parlement. Et le député communiste Ducloux de conclure : "Dans les usines, on veut empêcher les députés communistes de s'entretenir avec les travailleurs ; à l'Assemblée Nationale, on empêche les travailleurs de venir parler aux députés"... (L'Humanité du 10 septembre 75).

"Intransigeant", un PC qui se dit lui-même "champion" de l'Union de la Gauche, qui a refusé le premier les propositions gouvernementales et qui ne fait pas de la visite de Fabre à Giscard d'Estaing une occasion pour se distinguer des radicaux de gauche. "Le problème de l'Union ne se pose pas en termes de confiance entre dirigeants des partis de gauche. Nous regrettons la démarche de R. Fabre, cela pose un problème sérieux, mais nous ne pensons pas pour autant que l'Union de la Gauche soit dans la situation extrêmement difficile que prétendent les adversaires de l'Union". (Conférence de presse de Marchais, le 19 septembre).

De manquement à la discipline d'Union de gauche, la discussion de Fabre avec Giscard d'Estaing devient un instrument de la politique de cette union :

- c'est un moyen pour réaffirmer, après les polémiques autour du Portugal, l'union de la gauche contre le gouvernement ;

- c'est un moyen de sonder, par personne interposée et sans compromettre les leaders PS et PC de l'Union, les possibilités de collaboration avec le gouvernement. Marchais n'a pas caché son espoir que Fabre puisse rendre compte de sa visite : "Nous sommes toujours disponibles pour des rencontres entre les partis de gauche, y compris au sommet. Je doute qu'après une rencontre avec Giscard d'Estaing, Robert Fabre éprouve le besoin d'une telle réunion pour faire le bilan." (Conférence de presse du 19 septembre).

Test pour la gauche, cette visite l'est aussi pour le gouvernement désireux d'utiliser une force tampon entre la droite et la gauche avant une éventuelle collaboration. Même si s'ébauche ainsi une possibilité de participation au gouvernement, la gauche reste prudente : la situation de la classe ouvrière va empirer de jour en jour et provoquera une reprise inévitable de la lutte de classe, la situation économique ne pourra que continuer à se détériorer, avec ou sans la gauche au pouvoir, avec un plan ou un contre-plan ou un contre-contre-plan... La gauche présentera sa participation au gouvernement ou sa "prise de pouvoir" comme une "victoire des travailleurs" ; elle présentera alors la persistance de la crise, et donc, l'impuissance de son programme comme l'héritage d'une mauvaise gestion dont les "travailleurs au pouvoir" continueraient de faire les frais, ré-

trospectivement. Ainsi, la "solution" de la gauche se réduit à ce qu'elle est : UNE MANIERE DE FAIRE ACCEPTER LA CRISE PAR LA CLASSE OUVRIERE.

La bourgeoisie, en tant que classe exploiteuse, ne se maintient au pouvoir, même émoussé, que par l'éventualité d'une relève de gauche toujours possible, et d'autant plus "à gauche" que la classe ouvrière est plus combative. Ainsi, Fabre est à Giscard d'Estaing ce que le PS et le PC sont à Fabre, ce que les gauchistes -et notamment les trotskystes- sont au PC : un gouvernement de rechange, dont les "solutions" ne font que changer de nom. Ainsi, au programme commun s'oppose le programme de transition des trotskystes, et des gauchistes dans les faits, UNE AUTRE MANIERE DE FAIRE ACCEPTER LA CRISE A LA CLASSE OUVRIERE.

"LA SOLUTION" DES GAUCHISTES : LE PROGRAMME DE TRANSITION.

Bien que ne se réclamant pas tous du programme de transition de Trotsky, les gauchistes le suivent tous dans les faits : ils avancent tous la même nécessité de revendications transitoires. Les trotskystes, LO comme Rouge, reprennent textuellement le texte de 1938, l'un avec le populisme démagogique d'une Laguiller :

"Au plan de Giscard, il faut que les travailleurs opposent leur propre plan. Un plan qui ne permettrait pas aux capitalistes de maintenir leurs profits, un plan qui permettrait aux travailleurs de ne pas supporter les conséquences de la crise".
(LO du 6 septembre).

l'autre avec la pseudo-combativité d'un intellectuel pondéré :

"La seule voie qui s'ouvre est donc celle de la lutte. Pour mettre fin au chômage, en imposant une réduction massive du temps de travail sans diminution de salaire ; pour mettre fin à la baisse du niveau de vie, en imposant une augmentation réelle du pouvoir d'achat des salaires".

(Rouge du 12 septembre)

Il s'agit de mettre en avant des "solutions" qui leur permettent de "se mettre au niveau de la masse" en lui proposant toutes sortes d'illusions, du style "imposons la fin du chômage", et d'éviter de parler de la nécessité de détruire ce système qui ne donnera que du chômage... "Les gens ne comprendraient pas"... , alors, on ment, comme n'importe quel parlementaire en quête de votes. Quelles que soient les élucubrations "tactiques" qui peuplent le cerveau de ces politicards, leur intervention n'aboutit qu'à revendiquer et à créer l'illusion de la possibilité d'un capitalisme sans profits, sans chômage, sans abus, ... sans exploitation. C'est, en fait, la vieille tromperie réformiste à peine recouverte d'un craquelant vernis de verbiage radical : "imposons..." Dans le pro-

gramme de transition de 1938, Trotsky présentait ce réformisme déguisé de la façon suivante:

"Il faut aider la masse dans le processus de sa lutte quotidienne à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme de la révolution sociale. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat."

Seule une idéologie éloignée de tout processus révolutionnaire, parce qu'elle est, en 1938, le produit de la période la plus noire du triomphe de la contre-révolution, - les capitalistes des principales puissances comptent leurs troupes de prolétaires vaincus, atomisés, endoctrinés au fascisme ou à l'antifascisme, prêts à aller s'entre-massacrer au profit de leurs capitaux nationaux - seule une telle pensée peut, en oubliant tout ce que peut être la marche des prolétaires vers la révolution, imaginer le processus révolutionnaire comme un "pont" rectiligne et continu dont les piliers seraient une série de "revendications transitoires", partant des revendications les plus simples et immédiates pour arriver à la revendication du pouvoir.

Certes, la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir est un aboutissement, conséquence logique de la lutte quotidienne, immédiate, de résistance du prolétariat contre son exploitation. C'est même là une spécificité essentielle de la classe ouvrière : les autres classes exploitées, menacées dans leur existence par le développement du capital lui-même, petits paysans, petits commerçants, etc. n'aboutissent en aucun cas, par leurs luttes quotidiennes à une mise en question réelle du capitalisme et encore moins à une solution de dépassement de celui-ci. Au contraire, lorsque ces luttes dévoilent leur contenu en se généralisant, elles ne parviennent qu'à la revendication d'un maintien de l'ordre social existant ou à un retour en arrière de l'histoire. Seules, les luttes immédiates de la classe ouvrière portent en elles et dans leur développement l'avènement d'une nouvelle société. C'est en cela que ses luttes immédiates contre la dégradation de ses conditions d'existence et sa lutte pour la conquête du pouvoir ne sont que deux moments d'un même combat.

Ainsi, les gauchistes, et plus particulièrement les trotskystes, ne détonnent pas, dans l'arsenal des "solutions" à la crise : ils ont un "plan" tout comme le gouvernement actuel a un "plan de relance" et la Gauche un "programme commun" ou un "programme du 8 août". Ils ont eux aussi des revendications à avancer dans le cadre du système actuel, revendications qui sont, comme celles du PC, plutôt des vœux pieux que des "solutions", mêmes capitalistes. Néanmoins, ils ont une clé : celle qui pourrait assommer la classe ouvrière en l'immobilisant

derrière des revendications.

Les sociaux-démocrates avaient un programme minimum et un programme maximum ; refusant plus le manque de lien entre les deux que le fond même de la question, à savoir la perspective de ne plus avoir aujourd'hui de possibilités de programme minimum, les trotskystes ont inventé un lien : le pont des revendications transitoires, et le problème est résolu. Ainsi ne vont-ils pas manquer de retrouver toutes les revendications transitoires du programme de transition de 1938 : celles destinées aux pays arriérés, celles destinées aux pays fascistes, celles réservées à l'URSS... avançant, sans le dire ni le comprendre, la possibilité de mesures communistes avant la révolution : dualité du pouvoir par l'existence du contrôle ouvrier du comité d'usine, etc.

Recettes de la bourgeoisie, les mesures demandées par les trotskystes sont aussi stériles et inefficaces que celles avancées par la bourgeoisie officielle. Dans cette période de décadence, tout programme minimum, y compris le droit au travail, est devenu caduc, et toute tentative d'avancer ce programme sous forme de revendications transitoires n'est pas de la simple démagogie, mais de la mystification. Quand on demande "pas de chômage", dans le meilleur des cas, c'est un vœu pieux qui nie la réalité de la crise, dans le pire, c'est la négation de l'existence de la crise comme possibilité objective d'amener avec elle la révolution. Quand on parle de "partage du travail entre tous", d'échelle mobile des heures de travail comme d'échelle mobile des salaires, on avance la même chose que l'égalité de tous devant l'argent, on propose un programme basé sur l'étalement de la misère dans le cadre du capitalisme. Que chacun ait un peu de travail, un maigre salaire, mais qu'il n'y ait plus de chômeurs, ni de disparités trop criantes entre les salaires. Quand on demande de ne pas faire de "diminution de salaire", on demande à la bourgeoisie de ne pas faire de plus-value, alors que la réduction de la masse salariale a justement pour but de faire conserver à la bourgeoisie un minimum de plus-value potentielle.

Mais c'est absurde de croire que le passage d'un moment à l'autre de cette lutte peut prendre la forme d'un pont de revendications progressives ou transitoires.

Toute l'histoire des processus de luttes qui ont abouti à des tentatives de conquête du pouvoir par le prolétariat le montrent : loin d'être un processus uniforme comme celui des révolutions bourgeoises au XVII^{ème} et XIX^{ème} siècle, celui de la révolution prolétarienne est caractérisé par des sauts brusques, des reculs profonds, un chemin rempli de méandres, de craintes et de témérités. Ce n'est pas une suite de victoires sur des revendications progressives qui mène le prolétariat à détruire l'Etat bourgeois et instaurer sa dictature, mais, au contraire, une suite de défaites matérielles immédiates au cours desquelles il comprend :

LA CONTRE-REVOLUTION ARME LE BRAS DE L'ANTIFASCISME

Expédiés en quelques heures au grand dam des juristes "démocratiques" par les tribunaux militaires de Madrid et de Burgos, les procès des nationalistes basques en prononçant la peine capitale pour les accusés, ont soulevé l'indignation de la "conscience universelle". Non seulement les gauchistes, mais aussi le Vicaire de Dieu, ont protesté chacun à leur manière

Comme pour les "Six de Burgos" en 70, de toutes parts on cherche à arracher les condamnés des mains du bourreau. "A bas la dictature !" crie-t-on de partout, mais sur un registre supérieur à l'extrême-gauche où de tous temps le triomphe n'a jamais été modeste.

Ceux-là qui poussent de hauts cris contre le franquisme et son régime policier et déploient leurs drapeaux en divers endroits de Paris, ceux-là cherchent à camoufler la vérité en mentant par omission.

Comme ils sont touchants ces cris lorsqu'ils sortent de la poitrine d'autres ennemis du prolétariat !

L'odieux n'est pas seulement dans le camp franquiste. En face, chez ceux dont la bouche est pleine de doucereuses paroles sur la démocratie, on sait parfaitement utiliser les méthodes de terreur contre le prolétariat. Les deux camps ne le cèdent guère l'un à l'autre en cruauté dans leur manière de faire la guerre au prolétariat.

31 - 34 : Sont responsables d'avoir donné ordre au général Sanjurjo, commandant en chef de la Guardia Civil, de mitrailler les ouvriers d'Arnéda, les Républicains arrivés au pouvoir à la chute de la dictature de Primo de Rivera. Sont responsables d'avoir pratiqué dans les campagnes andalouses la politique de la terre brûlée et du massacre de 25 braceros à Casas Viejas, soulevés pour remplir d'un peu de pois chiches leurs ventres affamés, les Gauche-républicaines Azaña et Quirogas. Sont responsables de la répression du Llobregat l'Esquerra catalaniste et les députés Socialistes. Sont responsables des arrestations en masse exécutées pour mettre fin à la "Commune Libertaire de Figols" et d'avoir fait encercler par la troupe les quartiers ouvriers de Valence et de Malaga ces mêmes brigands

capitalistes. Sont responsables d'avoir voté aux Cortes en faveur des déportations de fournées entières d'ouvriers anarcho-syndicalistes sur le pénitencier de Fernando Po, au fin fond du golfe de Guinée, les groupes parlementaires des Radicaux-Socialistes et Socialistes. Sont responsables toutes ces fractions de l'appareil d'Etat d'avoir fait goûter aux prolétaires de Séville, Saragosse, El Ferrol, Huelva et Tarrassa la primeur des Tribunaux de Guerre. Sont responsables de l'exécution bestiale de centaines de prolétaires asturiens les gouvernants de cette même "République Sociale".

36 - 37 : Sont responsables d'avoir précipité le prolétariat dans le gouffre antifasciste, d'avoir mis entre les mains des travailleurs espagnols des armes pour se battre dans un conflit inter-impérialiste, les dirigeants du Frente Popular. Sont responsables d'avoir entassé les premiers réfugiés républicains dans les camps de concentration de la République Française, messieurs les démocrates français.

Sont coupables d'avoir rempli les prisons officielles et clandestines du gouvernement Négrin-Caballero et d'atrocités sans nom sur les prisonniers politiques, les membres du gang stalinien du P.S.U.C. Sont coupables de la disparition, après les avoir poursuivis d'une haine politique implacable les désignant comme "agents du fascisme international" Barbéri et Berneri, K. Landau et E. Wolff, et tant d'autres accourus de partout pour défendre ce qu'ils croyaient, à tort, être un début de révolution prolétarienne, les staliniens qui aujourd'hui réclament le rétablissement des libertés constitutionnelles, des droits de l'Homme et autres charlataneries.

Sont complices du carnage par leur collaboration de classe dans l'ivresse de la lutte contre Franco, les miliciens de la C.N.T.-F.A.I. et du P.O.U.M. Sont coupables d'avoir caché le sens réactionnaire du conflit opposant franquistes et républicains, d'avoir menti aux travailleurs en proclamant le "devoir de classe" de "sauvegarder les conquêtes révolutionnaires", les trotskystes de la IV^e Internationale et les anarchistes des Fédérations.

1975 : Aux avant-postes du combat in-

ternational depuis plusieurs années, l'indomptable prolétariat tombe, par son mouvement de grèves, sous le coup de la nouvelle loi anti-terroriste. A plusieurs reprises, la police a tiré à vue pour disperser les manifestants, et a fait usage de la matraque contre les femmes de grévistes descendues lui disputer la rue. C'est par le moyen des tribunaux d'exception, par la délation de la plus basse espèce que le franquisme tente de retarder sa chute, à un moment où la crise mondiale mord durement au coeur du capitalisme espagnol.

Un tel appareil policier, mis en place dans les principales provinces industrielles du pays, distingue toujours un Etat à la veille d'une terrible débâcle politique et morale.

Il n'est pas inutile de rappeler à ceux qui auraient tendance à le passer sous silence que des pans entiers de la bourgeoisie espagnole rejettent les méthodes du "Caudillo", incompatibles avec le maintien de son Ordre. Ce besoin de relève, l'Armée elle-même le ressent, qui se trouve en proie à une sourde lutte de factions entre "loyalistes" et "oppositionnels" à la Diaz Alégria. Quant à l'Eglise qui priait pour le succès de la horde pataugeant dans "la boue, le sang et les larmes", elle sent tourner le vent et réagit en conséquence : en progressiste ouverte aux souffrances du peuple espagnol.

A l'autre pôle de la société se développe la combativité et la conscience révolutionnaire du prolétariat. Durant de longs mois, la classe ouvrière est entrée en lutte malgré la "main osseuse" de la faim. Il lui fallait une énorme réserve de courage pour le faire.

En des dizaines et de centaines de batailles de classe, au Ferrol comme au Bajo-Llobregat s'est exprimée la farouche volonté de lutte du prolétariat. Mais de plus, à la SEAT, à HISPANO, à la FASA, les ouvriers avancés ont dû refuser la duperie des "élections syndicales" sur lesquelles voulait les paralyser le P.C.E. candidat à la gestion de la crise du système. C'est pourquoi, pour pouvoir continuer la lutte, la classe ouvrière s'est trouvée dans l'obligation de rejeter les "Commissions Ouvrières" et de s'organiser en "Assemblée Générale".

Des syndicats à la Zoubatov ne sont pas choses possibles aujourd'hui en Espagne pour encadrer le prolétariat ; de plus la répression brutale ne vient pas à bout de sa lutte. Ce qui reste à la bourgeoisie est évidemment la carte "démocratique". Et de tenter avec l'appui de la "Junta" de transformer les Assemblées d'Usine en courroie de transmission de la CNS ; et d'essayer de dévier avec le "soutien critique" des trotskistes les luttes ouvrières sur le terrain autonomiste, basque ou catalan.

En un sursaut d'ignominie Franco menace donc d'exécuter douze militants basques reconnus coupables d'avoir abattu des agents de police.

Contre un régime aux abois se sont dressées pratiquement toutes les autres fractions de la bourgeoisie espagnole aspirant au changement démocratique. D'ores et déjà, l'aile "gauche" de ce mouvement (P.S.O.E. et P.C.E.) s'est engagée à regrouper ses forces en une large coalition qui devrait aboutir à une consultation populaire sur la forme de l'Etat et du nouveau gouvernement.

Au moment où tout le monde s'entend à couvrir d'opprobre le franquisme, où il n'est question que de glorifier l'action des militants autonomistes, les révolutionnaires dénoncent la présente campagne menée pour asseoir une nouvelle Espagne républicaine. Les révolutionnaires n'ont pas oublié que celle-ci n'a pas répondu autrement que par le plomb, la mitraille et la prison au prolétariat espagnol.

C'est bien parce que l'Espagne se trouve être un des maillons faibles du capitalisme et le prolétariat espagnol à l'avant-garde de la reprise de classe que les gauchistes se sont jetés sur le sort pitoyable de tous ceux qui crouissent dans les geôles franquistes. Ce faisant, ils travaillent à reculer le moment où le prolétariat montera à l'assaut de la forteresse capitaliste en Espagne.

Depuis le début de l'année le terrorisme a pris des proportions considérables en Espagne car les gauchistes, par stratégie, calculent qu'à la longue, la répression accélère le processus politique. La violence exercée par quelques individus sur d'autres individus, l'intervention terroriste de petits groupes armés, l'activité conspirative contre la sûreté de l'Etat ne sont pas les armes du prolétariat. En tant que classe, celui-ci les a définitivement abandonnées pour la réalisation de sa mission historique, pour sa conscience et son organisation de classe. Non, ce qui effraie la bourgeoisie ce ne sont pas les guérilleros en cagoule c'est la masse anonyme des bleus de chauffe. La cause basque qui prend Dieu et l'Espagne pour emblème n'est pas la cause du prolétariat : elle veut tailler son triomphe dans la chair des travailleurs d'Espagne. Son nom même, entaché de barbarie, symbolise la décadence du capitalisme.

Qu'on nous entende bien : il ne s'agit pas de "personne" mais de la lutte historique de deux classes antagoniques. Pour cela que l'ennemi de notre ennemi est encore notre ennemi nous ne déposerons pas les armes, nous n'inclinerons pas nos drapeaux.

R.C.

(suite de la note de la page 31)

nisation tout à fait souhaitable." Tiré de "l'anarchisme dans le mouvement de mai 68 en France, Londres 1973, p.11. Cohn Bendit s'abstient de tout commentaire sur le charme de la "réhabilitation maoïste" dans les camps politiques. Mais en dépit de telles omissions, le journaliste, orateur verbeux, E.Morin, s'empresse d'applaudir : "sa pensée était plus lucide à cette époque que les plus éminentes figures académiques et politiques." En d'autres termes, il était presque aussi lucide qu'Edgar Morin.

ENSEIGNEMENTS DE LA SITUATION AU PORTUGAL

1) Le Portugal constitue une illustration flagrante du fait que dans la période de décadence du capitalisme il n'y a pas de place pour un réel développement économique des pays sous-développés y compris les mieux lotis d'entre eux. Grande puissance coloniale, ce pays ne réussit pas, malgré sa part appréciable du gâteau impérialiste, à assurer, au cours du 20ème siècle, le décollage de son économie, à tel point qu'il réussit le rare exploit, à la veille du 25 avril 1974, d'être à la fois le pays le plus pauvre d'Europe, hormis la Yougoslavie, et le dernier à détenir des colonies.

D'abord conséquence de sa faiblesse économique, le retard avec lequel le Portugal donne l'indépendance à ses colonies se meut en un handicap très sévère pour son capital (dépenses d'armement, d'administration coloniale, immobilisation pendant quatre années des travailleurs potentiels, émigration politique) à tel point qu'en 1974 le Portugal présente la plupart des caractéristiques d'un pays du Tiers-Monde:

- P.I.B. annuel par tête : 1 250 \$
(Grèce : 1 790, France : 4 900).
- secteur agricole très important (29 % de la population active, France : 12 % Grande-Bretagne : 3 %).
- existence d'une structure agraire archaïque comprenant essentiellement des latifundia (moins de 1 % des exploitations couvrent 39 % des terres et des propriétés minuscules (92 % des exploitations couvrent 33 % des terres) ayant dans les deux cas des rendements extrêmement faibles.
- concentration très grande d'une industrie récente en deux zones, Porto et Lisbonne-Setubal, à côté d'une petite industrie archaïque et peu compétitive (32 000 entreprises de moins de 100 salariés contre 156 de plus de 500).

2) La crise ouverte du capitalisme qui commence vers 1965-67 heurte de plein fouet le Portugal à partir de 1973 compte tenu :

- de la faiblesse structurelle de son

économie de moins en moins compétitive,

- du poids de plus en plus écrasant des guerres coloniales,
- du chômage qui se développe parmi les travailleurs émigrés qui, soit rentrent dans leur pays d'origine, soit cessent les envois de devises.

En même temps que la crise qui se caractérise en 1973 par le taux d'inflation le plus élevé d'Europe, la lutte de classe, après l'épuisement de la vague de 1968-70 reprend avec une intensité accrue au début 1974 (Timex, Lisnave, TAP, etc.)

3) Le putsch du 25 avril correspond, de la part des fractions les plus lucides de la classe bourgeoise, à une tentative de remise en ordre de l'économie nationale devant nécessairement passer :

- par la liquidation de l'hypothèque coloniale,
- par une mise au pas de la classe ouvrière.

C'est l'armée qui est l'agent de cette politique dans la mesure où c'est pratiquement la seule force organisée de la société (en dehors du parti unique salazariste) et qui, en plus :

- est directement mise en contact avec la vanité d'une solution militaire dans les colonies,
- a suffisamment de distance avec les intérêts capitalistes particuliers liés au régime de Salazar-Caetano pour avoir une vue globale des intérêts du capital national.

Si, au départ, le putsch se fait en accord avec les grands groupes privés (Cham-palimaud, CUF, etc.) dont Spínola est le principal représentant au sein de la Junte, la dynamique propulsée par les besoins objectifs de l'économie nationale, plongée dans une crise catastrophique, conduit l'armée à prendre de plus en plus de mesures dans le sens du capitalisme d'Etat.

Celle-ci s'identifie d'autant plus à cette forme de capitalisme :

- qu'elle n'est pas liée directement à la propriété privée, surtout depuis que les guerres coloniales l'ont obligée à faire appel à toute une série de cadres issus de la petite-bourgeoisie intellectuelle ;
- que sa structure centralisée, hiérarchique et monolithique s'apparente à celle du capitalisme d'Etat.

C'est à travers une série de crises et de tentatives, plus ou moins effectives, de putsch des fractions classiques du capital que se fait cette évolution : juillet 74, septembre 74, mars 75.

Même si, au départ, elles expriment une résistance des fractions anachroniques du capital, ces différentes crises viennent chaque fois à point nommé :

- pour briser une offensive ouvrière (grèves de mai-juin, grèves d'août-septembre en particulier à la TAP, mouvements de février-mars) en défoulant le mécontentement contre les "fascistes" et les "réactionnaires" dont on se complet à exagérer l'importance ;
- pour renforcer les mesures économiques et politiques de capitalisme d'Etat (renforcement de la "gauche" du MFA et élimination des fractions de "droite" comme Spínola, nationalisations présentées comme de "grandes victoires" ouvrières, réforme agraire, etc.)

C'est à travers ces différentes crises que se manifeste de plus en plus ouvertement le poids de l'armée dans la conduite de l'Etat et que se renforce la fraction pro-PCP de celle-ci. La concordance des politiques du PCP et de l'armée s'explique par le fait que ce parti représente une des fractions les plus dynamiques du capitalisme d'Etat et qu'il est au départ le mieux armé pour contrôler la classe ouvrière. Cette concordance exprime également une tentative menée par le capital portugais de se soustraire partiellement, sur le plan économique et politique, de l'influence du bloc occidental en se rapprochant du bloc de l'Est. Effectivement, même si le PCP, comme l'ensemble des partis stalinien, est avant tout un parti national, il n'en exprime pas moins, dans la division du monde en blocs impérialistes par rapport auxquels doit se déterminer chaque capital national, une tendance du capital portugais à se placer sous l'orbite russe ou, du moins, à s'éloigner de l'orbite américaine.

4) Des objectifs que se fixait le coup d'Etat du 25 avril, seul celui de la décolo-

nisation a été atteint. Et encore, le résultat obtenu n'est pas particulièrement positif pour le capital portugais puisqu'il se traduit par un abandon de son influence au bénéfice des grands blocs impérialistes (particulièrement en Angola, colonie la plus riche) et qu'il aboutit au rapatriement d'un demi-million de colons complètement inintéressables dans une économie métropolitaine en complète déconfiture. En effet, malgré l'ensemble des mesures de capitalisme d'Etat et les flots de démagogie anti-fasciste ou "révolutionnaire" du gouvernement, jamais l'économie portugaise ne s'est portée aussi mal et à aucun moment la classe ouvrière n'a pu être réellement remise au pas, ni enrôlée dans "la bataille de la production" dont les stalinien et leur Intersyndicale se sont faits les incessants propagandistes.

Pour le capital portugais, le problème posé depuis le 25 avril reste entier :

- comment assainir l'économie nationale ?
- comment encadrer la classe ouvrière ?

Quels que soient les détours ou les hésitations dans la mise en oeuvre de cette politique, la seule issue possible réside en une étatisation croissante de l'économie, en une concentration toujours plus grande du pouvoir économique et politique. En effet, seule une telle politique peut préserver un peu de cohésion dans une économie et un corps social en pleine anarchie, au bord de la dislocation, et également se présenter comme "révolutionnaire" aux yeux du principal ennemi du capital : le prolétariat.

En ce sens, plus que jamais, au Portugal comme partout dans un monde plongé dans des convulsions économiques et sociales croissantes, l'heure est au capitalisme d'Etat. En ce sens, seules peuvent avoir un avenir les formations politiques qui représentent de façon la plus dynamique cette tendance. Celles qui s'accrochent à des formes anachroniques du capitalisme ou à des formes moins évoluées de capitalisme d'Etat comme le PPD ou le PS et ceci en s'appuyant essentiellement sur la petite-bourgeoisie liée à la propriété, ne peuvent que régresser sur la scène politique en même temps que les structures politiques (élections, constituante, partis démocratiques), elles-mêmes anachroniques, à travers lesquelles elles s'expriment.

Comme dans la plupart des pays du Tiers-Monde, l'armée représente, au Portugal, le principal agent du capitalisme d'Etat et en son sein, la fraction qui est appelée à jouer un rôle croissant est celle qui est la plus concentrée, la plus opérationnelle et en même temps la plus lucide : le COPCON. Dans son orbite, les deux autres grandes tendances du capitalisme d'Etat - le PCP et les gauchistes - sont appelées à conser-

ver, quoi qu'il arrive, un rôle important dans l'appareil d'Etat dans la mesure où ces deux forces assument l'essentiel du contrôle de la classe ouvrière.

Du point de vue des rouages politiques, de gestion de la société et d'encadrement de la classe ouvrière, l'expérience portugaise signe l'échec de la "démocratie" classique tant du point de vue de la technique de mystification électorale que de l'utilisation des partis comme gérants de l'Etat. De force essentielle de l'Etat auquel l'armée est inféodée, les partis deviennent des appendices de l'armée dans la direction de celui-ci. De même, le mode d'encadrement syndical se révèle de plus en plus incapable de contrôler une classe ouvrière qui n'a pas connu des décennies d'opium "démocratique" et syndicaliste. A la place de ces techniques en voie d'épuisement, l'unique solution pour le capitalisme d'Etat portugais passe par un encadrement direct de l'armée sur la classe ouvrière à travers des organes de "base" comme les "commissions de travailleurs", de locataires, de quartiers, chargées de prendre à leur compte l'administration des localités et la gestion des entreprises. A la démocratie classique électoraliste, le capitalisme d'Etat substitue de plus en plus une "participation" "apartidaire" des ouvriers à leur exploitation et à leur oppression. L'"autogestion" et le "contrôle ouvrier" ont de beaux jours à vivre au Portugal et c'est justement ce qu'exprime le document du COPCON du mois d'août 75. De telles nécessités objectives, outre qu'elles ne peuvent signifier que l'écartement du PS et du PPD de tout pouvoir effectif, se traduisent par un renforcement de la tendance capitaliste d'Etat la plus liée aux techniques d'encadrement "à la base" au détriment de celle s'appuyant sur le syndicalisme classique. Le "soutien critique" des gauchistes au PCP risque de se convertir de plus en plus en un "soutien critique" du PCP aux gauchistes.

5) Dans le cadre d'une telle analyse, la situation politique actuelle au Portugal semble incompréhensible. En effet, si on admet que le PC représente une forme plus adaptée que le PS aux besoins actuels de l'économie portugaise, on comprend mal son recul face à celui-ci à la suite de la longue crise de l'été passé. Ce qui se serait compris plus facilement, c'est que le nouveau gouvernement soit plus "gauchiste" que le précédent et non plus "social-démocrate". Tel n'est pas le cas.

En fait, c'est à moyen ou à long terme que s'expriment les besoins objectifs, tant économiques que politiques du capital. Et en ce sens, celui-ci sera obligé de faire appel aux formes d'organisation économique, aux mystifications et modes d'encadrement du prolétariat les plus ap-

propriés ainsi qu'aux forces et formations politiques qui en sont les agents et les véhicules. Mais c'est à travers toute une série de soubressauts apparemment contradictoires que peuvent être appelés à se dégager ces tendances à long terme. Et ceci pour plusieurs raisons :

1. contrairement au prolétariat dont la prise de contrôle sur la société est nécessairement un acte lucide et conscient, ses propres préjugés de classe interdisent à la classe capitaliste une pleine conscience de son activité politique. En ce sens, c'est souvent à travers des louvoisements et des affrontements entre ses fractions retardataires et ses fractions les plus lucides qu'elle est amenée à adopter l'orientation la plus apte à la défense de ses intérêts ;

2. le jeu politique bourgeois est par excellence celui où "tous les coups sont permis", où les alliés d'aujourd'hui peuvent devenir les adversaires de demain, où les combinaisons les plus surprenantes, apparemment "contre nature", peuvent se faire jour pour faire face à telle nécessité immédiate et circonstancielle et se dénouer quand cette nécessité a disparu ;

3. la profondeur de la crise actuelle s'exprime, dans tous les pays du monde, par le caractère contradictoire des mesures que la bourgeoisie tente de prendre pour la résoudre ou l'atténuer. Ce qui vaut pour le choix des plans économiques prisonniers de l'alternative implacable récession/inflation, vaut également pour le choix des diverses solutions politiques : contradiction entre la nécessité de jouer le plus vite possible les cartes de gauche afin de paralyser l'élan prolétarien à son début et la nécessité de ne pas user trop vite cette carte, contradiction entre, d'une part, le nécessaire renforcement des blocs imposé par l'approfondissement de la crise et la montée des tensions interimpérialistes et, d'autre part, la mise en avant d'une politique "d'union nationale" contre "l'impérialisme" capable d'entraîner le prolétariat derrière le char de son capital national, etc. Obligée de parer au plus pressé, la bourgeoisie adopte un jour une mesure dans un sens pour la remettre en cause le lendemain quand se déplacent l'urgence des contradictions qui l'assaillent. C'est pourquoi, dans un pays, la conduite de la politique apparaît d'autant plus heurtée et contradictoire que la crise y est profonde.

Pour comprendre la crise de l'été passé et sa "solution" présente, il faut donc prendre en compte ces différentes considérations et faire intervenir non seulement les nécessités à long terme du capital portugais mais également les nécessités plus circonstancielle et les manœuvres éventuelles que leur "solution" a pu provoquer entre les différentes forces bourgeoises.

En l'occurrence, ce ne sont pas seulement des données de politique intérieure qui sont à l'origine réelle de la crise, même si c'est l'affaire "Republica" qui en est le détonateur, mais également des éléments de politique extérieure. Certes, plus la lutte de classe devient un facteur décisif dans la politique d'un Etat et plus celle-ci se détermine en fonction de besoins internes mais cela ne signifie pas :

- que les besoins externes cessent d'exister
- que ceux-ci soient incapables de prendre momentanément le dessus à l'occasion d'une accalmie de la lutte de classe comme c'est le cas en juillet 75.

Début juillet, la fraction du MFA proche du PCP, dirigée par Vasco Gonçalves, exerce un pouvoir extrêmement important au sein de l'Etat : majorité au sein du gouvernement réel - le conseil de la révolution - ainsi que dans le gouvernement civil, contrôle de l'essentiel des moyens d'information et de propagande (en particulier la 5e division), contrôle de l'Intersyndicale. Il s'agit là d'une solution inadaptée aux besoins du capital portugais, et cela à deux titres :

- la force du PCP et de son intersyndicale va en décroissant au sein de la classe ouvrière
- le Portugal doit abandonner toute perspective de désengagement du bloc occidental tant du point de vue économique que militaire. L'échec des tentatives commerciales en direction de l'Europe de l'Est dont l'économie, très faible, offre peu de possibilités à celle du Portugal, les conditions mises à une aide éventuelle de la CEE ainsi que les déclarations de Kissinger et la mise au point consécutive de l'URSS indiquent que la place du Portugal est au sein de l'Otan et de l'économie occidentale.

Même si le PCP continue de correspondre en partie au besoin du capitalisme d'Etat, sa place au sein de celui-ci doit nécessairement être réajustée au bénéfice d'une autre fraction, à la fois plus "gauchiste", et moins liée à une politique extérieure pro-Russe. On assiste donc à une lutte dont l'apreté et la durée ainsi que la désorganisation qu'elle provoque dans l'Etat traduit la solidité des trois forces qu'elle oppose : les restes du capitalisme classique, "démocratique", pro-atlantiste regroupées derrière le PS, le PPD et en partie, la fraction Antunes de l'armée; la fraction Gonçalves-PCP, pro-Russe, la fraction COPCON appuyée sur les gauchistes, "réaliste" en politique extérieure (son slogan sera : "contre LES impérialismes, indépendance nationale).

C'est au sein de l'armée que se produit l'affrontement décisif dans la mesure où celle-ci exerce l'essentiel du pouvoir. Et c'est la fraction Melo Antunes, pronant l'ouverture vers l'Europe, qui y mène le combat le plus décidé contre la fraction Gonçalves. Le succès du document Antunes est le fruit de la conjonction de tous ceux qui se retrouvent contre Gonçalves pour des raisons de politique extérieure ou intérieure. Ce succès momentané et circonstanciel de la fraction Antunes propulse celle-ci au sein du MFA et lui fait acquérir, dans cet organe, la position dominante au détriment de la fraction PC-Gonçalves (qui s'y maintient avec relativement de force) et avec la neutralité de la fraction COPCON-Carvalho qui reste la plus lucide quant aux intérêts réels du Capital portugais.

En ce sens l'actuelle "victoire" du PS et du PPD, expression circonstancielle des besoins du capital portugais en politique extérieure et du réajustement du poids de la fraction PCP ne doit pas cacher les faits :

- que c'est l'armée qui est restée le cadre décisif du conflit et donc se maintient comme unique source du pouvoir réel même si on reparle actuellement de "ranimer" la Constituante
- que le cours vers le capitalisme d'Etat ne peut pas être réellement remis en cause
- que les problèmes de politique extérieure sur lesquels s'est joué en bonne partie le conflit (cf. Antunes aux affaires étrangères) ne sauraient rester longtemps au premier plan face à une reprise de la lutte de classe
- que l'actuel gouvernement ne possède pratiquement aucun pouvoir de mystification sur la classe ouvrière.

En fait, la fraction la plus forte militairement au sein de l'armée et la plus lucide, le COPCON-Carvalho, s'est servie des fractions "démocratiques" du capital (Antunes dans l'armée et PS-PPD en dehors) uniquement en vue d'amoindrir la fraction PCP en évitant au maximum de faire cette tâche par elle-même (exception faite de l'occupation des locaux de la 5ème division par le COPCON et la lettre de Carvalho à Gonçalves lui enjoignant "amicalement" de démissionner). Cette prudence s'explique par le fait que cette fraction devra compter sur l'appui de la fraction PCP pour gouverner et qu'elle ne pouvait compromettre cette alliance nécessaire par une attaque trop ouverte.

En apportant un "soutien extrêmement critique" (Carvalho) à l'actuel gouvernement, la fraction Carvalho laisse celui-ci et les forces politiques qui le dominent (Antunes, PS, PPD) prendre la responsabilité des mesures d'austérité draconiennes que le capital portugais doit adopter de façon urgente et qui ne manqueront pas d'accélérer l'usure de ces forces au bénéfice de cette même fraction.

Par conséquent, ce gouvernement ne saurait rester longtemps en place et, assez rapidement, la solution préconisée par le COPCON et les gauchistes d'un pouvoir militaire utilisant une "assemblée nationale populaire" des différentes structures populaires de base" comme moyen d'encadrement de la classe, sera à l'ordre du jour.

6) Du point de vue de sa localisation géographique à la périphérie de l'Europe comme de son importance économique, le Portugal n'est pas appelé à jouer un rôle fondamental dans les affrontements de classe qui se préparent. Néanmoins, dans la mesure où c'est aujourd'hui le pays d'Europe où, d'emblée, compte tenu de sa faiblesse structurelle, les problèmes économiques et politiques ont été posés avec le plus d'acuité, le Portugal constitue un champ d'expérimentation des différentes armes de la bourgeoisie contre le prolétariat mondial et par suite un terrain d'analyse très riche pour la prise de conscience de ce dernier. Les enseignements essentiels de la situation portugaise sont les suivants :

1°- Le capitalisme d'Etat se confirme comme la seule option capable de faire face à la crise tant pour empêcher la dislocation totale de l'économie que pour mystifier la classe ouvrière. La situation actuelle confirme la nécessité pour le capital de mettre en place un mode d'encadrement de la classe ouvrière avec lequel elle s'identifie au maximum et qui est le seul capable de lui imposer une certaine "discipline" .

2°- La mystification anti-fasciste continue d'être une des armes les plus efficaces du capital et celui-ci l'utilisera jusqu'au bout partout où cela sera possible. L'actuelle campagne pour la grâce des condamnés à mort Espagnols qui se développe tant en Espagne que dans d'autres pays confirme amplement ce fait. Le rôle des révolutionnaires sera de dénoncer impitoyablement ces mystifications et tous ceux qui les entretiennent.

3°- La présente situation au Portugal fait apparaître que là où elles n'ont pas pu se développer pleinement les institutions

classiques d'encadrement de la classe - syndicats classiques et démocratie parlementaire - sont rapidement dépassées quand la lutte de classe s'approfondit. C'est là un phénomène qui s'était déjà manifesté en Russie en 1917. Mais ce qui exprime l'impuissance actuelle de ces institutions au Portugal va au-delà des conditions spécifiques à ce pays. Après un demi siècle ou plus pendant lequel se sont perpétuées ces institutions non plus sur la base de la fonction pour laquelle elles avaient surgi dans l'histoire mais comme simple instrument de mystification, celles-ci sont maintenant en partie usées pour l'accomplissement de cette se-

conde fonction. Les partis qui sont attachés à ces formes d'encadrement de la classe, les PS et les PC sont eux mêmes atteints par cette usure, d'autant plus qu'ayant accompli l'essentiel de leur fonction au cours de la période de plus profonde contre révolution ils ne sont pas nécessairement bien préparés pour affronter la situation nouvelle que représente la reprise de la classe.

4°- Comme déjà maintenant au Portugal, face à l'usure des formes classiques d'encadrement le capital tendra de plus en plus à utiliser les organes que la classe se sera donnés au cours de sa lutte pour en faire des institutions d'étouffement de cette lutte . Il ne fera là que reprendre une méthode qui a déjà fait ses preuves pendant la période de décadence : la récupération des organes et institutions de la classe qu'il ne parvient pas à combattre de front. Il en a été ainsi des syndicats à une époque , puis plus tard des conseils ouvriers que la vague révolutionnaire des années 17-23 avait fait surgir. Avec le développement de la lutte de classe cette méthode sera sans doute employée à grande échelle et les révolutionnaires eux-mêmes devront prendre garde à ne pas tomber dans le piège des nouveaux "conseils ouvriers" ou des nouveaux "soviets" .

5°- Une des formes la plus courante que revêtira cette récupération sera sans doute, à l'image du Portugal, l'utilisation de ces organes comme instruments de "auto-gestion" et du "contrôle ouvrier" , d'autant plus que ces formules :

- apparaissent comme une variété plus "à gauche" du capitalisme d'Etat.
- s'accommoderont bien du cortège de faillites qui accompagnera la crise.

Donc à la place des formes classiques de "participation" médiatisée à la gestion de la société à travers syndicats et parlements, les travailleurs seront de plus en plus conviés à une "participation" beaucoup plus directe à leur exploitation et à leur oppression.

6°- Compte tenu de cet ensemble de faits les différentes variétés gauchistes : "anti-fasciste", "anti-impérialiste", moins liées aux modèles classiques d'encadrement que les partis de gauche officiels seront appelés à jouer un rôle fondamental comme rabatteurs pour le compte de ces partis quand ce ne sera pas comme force de rechange. Là encore, le rôle des révolutionnaires sera de dénoncer avec la plus grande rigueur tous ces courants et d'annoncer clairement à la classe la fonction répugnante qu'ils seront amenés à accomplir.

A PROPOS DE L'ARTICLE "CHOISIR SON CAMP"

R.I n°17

Dans l'article sur le Portugal "Choisir son camp", C.G. montre clairement comment l'établissement d'un capitalisme d'Etat est une nécessité vitale pour tous les pays dont le capital est faible, et une évolution nécessaire pour les autres. Et il est vrai que c'est un des aspects les plus importants dans l'évolution du Portugal. Mais sa démonstration l'amène à répondre d'une manière partiellement fautive à la question "quels sont les véritables camps en présence?". Certes, l'un comme l'autre camp ne sont que ceux de différentes fractions de la bourgeoisie. Mais comme nous le verrons, la question de savoir ce qui les caractérise prend toute son importance lorsqu'on considère les perspectives de la lutte de classe au Portugal et les enseignements que le prolétariat peut en tirer.

C.G. semble assimiler le Portugal à un pays sous-développé. Or, même si au Portugal le capital est faible et comme tel a été particulièrement touché par la crise, il existe, et ne peut être assimilable à celui des pays sous-développés, où il est la plupart du temps entre les mains d'une puissance impérialiste.

Le fait que le capital portugais ait une certaine importance entraîne que la politique de la bourgeoisie y est conditionnée par la lutte du prolétariat et non, comme dans la plupart des pays sous-développés, par la lutte d'une série de couches petites-bourgeoises que l'Etat doit rassembler et contrôler par la force. La deuxième raison pour laquelle cette assimilation semble fautive est que le Portugal se trouve en Europe et donc que tout ce qui s'y passe a de l'importance pour le jeu politique européen, et par conséquent, inversement, que la vie politique portugaise est beaucoup plus conditionnée par celle de l'Europe que celle des pays sous-développés.

Le principal fait qui semble avoir donné à penser à C.G. que le Portugal était pratiquement assimilable à un pays sous-développé, est que ce soit l'armée qui ait du prendre la tête de l'Etat, ce qui montrerait que la bourgeoisie était trop faible pour organiser les forces politiques civiles capables d'exercer le pouvoir. S'il est vrai que la faiblesse de la bourgeoisie a contribué à ce fait (mais celle de la Grèce est-elle tellement plus forte?), on peut penser que cinquante ans d'obscurantisme salazariste n'y sont pas pour rien. La bourgeoisie portugaise est ca-

pable d'organiser des forces politiques, mais Salazar, et Caetano ensuite, l'en ayant empêché, il faut un certain temps après leur renversement du pouvoir pour pouvoir le faire. C'est à cette tâche que gauchistes, PS, PC, PPD, CDS, ont tenté de s'attacher depuis le 25 avril 74. Pendant ce délai, il est sûr que seule l'armée pouvait exercer le pouvoir.

Si l'armée est dans les pays sous-développés l'organe tout désigné pour exercer le pouvoir d'Etat, et le seul, c'est grâce à son unité. Par contre, elle a montré au Portugal qu'elle ne pouvait pas le garder, que les divisions de la société civile se reproduisaient avec autant de violence dans l'armée. Même s'il y a quelques différences, il est clair que la fraction Antunes est l'équivalent du PS, Gonçalves celui du PC, Carvalho celui de certaines fractions gauchistes. L'explication de ce fait est claire : si dans les pays sous-développés aucune force n'est capable de renverser à elle seule l'Etat, celles-ci étant constituées surtout par des couches petites-bourgeoises, l'Etat peut aisément maintenir la cohésion de la société par la force. Ceci est faux au Portugal. L'antagonisme bourgeoisie-prolétariat ne le permet pas. Depuis un an au Portugal, la force qui fait le plus entendre sa voix n'est autre que la "Grande Muette".

Donc, si bourgeoisie et prolétariat sont suffisamment forts pour que leur antagonisme conditionne seul la vie du pays, il est nécessaire à la bourgeoisie, pour maintenir "l'Unité Nationale", d'arriver à trouver des mots d'ordre capables de mystifier le prolétariat. En d'autres termes, contrairement à ce qui se passe dans l'ensemble des pays sous-développés, elle est contrainte de légitimer son Etat. Le problème de cette légitimité est le principal problème qu'elle tente de résoudre depuis avril 74. (1) Ainsi la question posée est : quelle est l'arme mystificatrice qu'a et que va employer la bourgeoisie portugaise face au prolétariat.

Autre critique à l'article. CG dit très bien que PC et PS sont à peu près d'accord sur la nécessité du capitalisme d'Etat au Portugal. Quel est alors leur désaccord ? On ne trouve pas de réponse. Jamais il n'est posé la question de savoir si ce conflit ne portait pas sur les moyens de mystifier la classe ouvrière.

Et ceci nous mène à une troisième critique : il est faux de dire que ce sont "les couches archaïques de la bourgeoisie" qui ont pris l'offensive contre la tendance au capitalisme d'Etat et qui, pour ce faire, ont fait du PS leur champion. Après le fiasco ridicule des différentes tentatives de coup d'Etat, qui se sont succédées depuis le 25 avril, on voit mal ces couches là repartir à l'offensive et dans un dernier effort mettre à mal l'Etat portugais, comme cela s'est passé. De plus, cela ne correspond pas aux faits : ce ne sont pas les couches archaïques de la bourgeoisie portugaise qui, prenant l'offensive, ont fait du PS leur champion, mais plutôt le PS qui s'en est servi pour ses propres objectifs et a laissé -pendant une courte période- les dites couches se révolter contre l'Etat.

Mais du point de vue de la pratique de la classe ouvrière, la critique la plus importante à faire à l'article est la suivante : en suivant C.G. dans son analyse des tentatives de mystification du prolétariat, on en arrive au résultat suivant : le PS a perdu tous ses moyens, le PC de même. Il ne reste donc déjà plus que le gauchisme et à sa tête celui qui serait le plus capable de faire le lien avec les autres forces politiques : Carvalho.

Ceci signifie immédiatement que :

- La bourgeoisie a joué pratiquement toutes ses cartes. (il ne lui reste plus que le gauchisme).
- Les "conseils révolutionnaires" seraient confirmés comme organes de l'Etat avec l'armée, alors que pendant le printemps et l'été ils n'ont pas réussi à stabiliser la situation. De plus, Carvalho et le gauchisme seraient, suivant cette analyse, une force politique suffisamment cohérente, capable d'instaurer et de maintenir ces conseils révolutionnaires comme organes de l'Etat dans la classe ouvrière.
- Carvalho s'appuierait sur cet autre appareil politique qu'est l'armée et dont il serait le seul capable d'en maintenir l'unité.

Tout ce qui s'est passé depuis le début de l'été au Portugal infirme totalement une telle analyse :

- La fraction qui a pris de plus en plus de pouvoir est celle d'Antunes, proche du PS, et non celle de Carvalho.
- Il y a eu échec de la tentative d'instaurer la légitimité de l'Etat par les "conseils révolutionnaires".
- L'armée s'est profondément divisée et si elle arrive à se regrouper, ce ne sera pas

du tout selon la ligne Carvalho (il faut avouer qu'à son niveau, la plus courte distance d'un point à un autre n'a pas l'air d'être la ligne droite, et bien malin celui qui peut dire ce que le chef du COPCON pense ou tout au moins pensera demain matin), mais sur le programme politique d'Antunes.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut voir ce que représentait l'arsenal de mystifications de l'idéologie PC-gauchistes. La tentative d'instaurer des "conseils révolutionnaires" comme organes de l'Etat correspondait à une légitimisation de l'Etat fondée sur le mythe suivant :

"La classe ouvrière a le pouvoir et non le peuple, nous avons instauré un Etat révolutionnaire du prolétariat. Celui-ci ayant le pouvoir il peut agir comme bon lui semble; les commissions de travailleurs exproprient à peu près toute la bourgeoisie privée portugaise, (sauf le capital étranger), et les usines sont autogérées ou gérées par les dites commissions avec des administrateurs nommés par l'Etat. Mais en de telles conditions, ce qui s'est passé avec la commission des chantiers de la Lisnave à savoir que les ouvriers ont rapidement identifié la commission à un nouveau patron inféodé à l'Etat (ils ont enlevé le PC de sa direction au profit du MES) risque de se reproduire partout systématiquement dès que les commissions tenteront de remplir leur fonction de patrons. Un Etat qui aurait fondé tout son pouvoir sur les bases de cette mystification usiniste, aura le plus grand mal à réprimer les luttes ouvrières qui inévitablement se déclencheront contre ces commissions. La situation d'un tel gouvernement serait rapidement intenable.

Historiquement, il est aisé de constater que les tentatives pour fonder de cette façon la légitimité de l'Etat n'ont réussi que dans des pays au capital très faible (Cuba, Vietnam, Cambodge), ou dans des périodes de contre-révolution triomphante ; autrement dit, elles n'ont pu être efficaces que là où le prolétariat était inexistant comme force.

Il est évident qu'il est autrement plus difficile à l'Etat de prétendre s'identifier au prolétariat lorsque celui-ci n'est plus une masse atomisée et amorphe, mais au contraire la principale menace contre l'Etat, lorsque le moment est celui d'une période de montée générale et mondiale des luttes ouvrières. Le seul moyen pour la bourgeoisie de contrôler la situation dans une telle période et dans un pays où le prolétariat est assez important, est la voie démocratique; c'est à dire fonder la légitimité de l'Etat

(1) S'il est vrai que le Portugal est assimilable à un pays sous-développé, on ne voit pas pourquoi toute la bourgeoisie des pays développés s'est tellement intéressée à ce qui se passe au Portugal. Si elle le fut tant, n'est-ce pas que cela constituait pour elle (c'est à dire pour la mystification du prolétariat des métropoles impérialistes) un terrain d'expérience riche d'enseignements pour la période à venir.

non plus sur la classe ouvrière et "la révolution socialiste", mais sur le "peuple", cette masse informe où la classe ouvrière n'est plus qu'une catégorie parmi d'autres. C'est alors seulement qu'on peut au nom de celui-là, réprimer celle-ci.

Cette nécessité est clairement apparue avec l'affaire Republica : le PS contesta alors la prise en mains des imprimeries de son journal par les travailleurs au nom du "vote démocratique" qui avait prouvé qu'une bonne part du peuple portugais était en accord avec le PS. C'est la volonté du peuple qui devait être respectée et non celle des ouvriers de Republica.

L'affrontement PC-PS porte bien sur les moyens de maintenir la cohésion de la société. Comment expliquer autrement la suite des événements : l'agitation provoquée par le PS dans les villes, et plus ou moins soutenue par lui dans les campagnes, qui réussit à paralyser l'Etat puis à le rétablir provisoirement ; la création du Triumvirat Costa Gomez, Gonçalves, Carvalho. Cette création avait un but ; elle eut un effet.

Son but : concentrer en peu de mains le contrôle de l'ensemble de l'Etat, le libérant de sa dépendance à l'égard d'organes qui ne pouvaient pas fonctionner, en attendant de parvenir à une solution durable.

Son effet : enlever aux anciens organes de l'Etat tout pouvoir et donc être une transition entre l'ancienne gestion et la nouvelle, personnalisée par Antunes-Soares.

L'ensemble de la bourgeoisie en place ne se trompa pas sur ses intérêts et passa avec armes et bagages dans la nouvelle perspective. Même le PCP, qui pourtant avait été l'un des plus fermes tenants de l'ancienne gestion ne s'est pas trompé : il accepte de rentrer dans un gouvernement où il est ultra-minoritaire et qui fera une politique contre laquelle il s'était battu presque les armes à la main. Il a compris que c'était le seul moyen pour lui de reprendre en main la classe ouvrière : par rapport à un gouvernement devant représenter "les intérêts du peuple", lui le PC, doit représenter les intérêts des ouvriers, mais dans le cadre de ce peuple, par rapport à cette gestion démocratique et parlementaire et non plus à travers les "conseils révolutionnaires", organes de l'Etat qui, vu la combativité ouvrière, perdent rapidement tout crédit. De même, cela permettra aux gauchistes de jouer à nouveau leur véritable rôle de rabatteurs du PC.

A partir de là, on voit comment la bourgeoisie va "restaurer" cette démocratie : les partis, et en particulier le PC et le PS ne sont pas en mesure de contrôler une situation aussi tendue vu leurs faiblesses encore grandes tant du point de vue de leur organisation matérielle que du point de vue de leur outil idéologique. Le couple Azevedo-Antunes devra donc pendant encore un certain temps, gérer l'Etat tout en permettant aux partis d'asseoir leur puissance. La tentative - pour le moment avortée - de fai-

re rentrer une certaine partie des militaires dans les casernes et la confirmation de l'Assemblée Constituante sont là pour le prouver.

Pourtant cette transition ne se passera pas sans difficultés ; la bourgeoisie est en train de payer ses erreurs de plus d'un an d'incapacité à contrôler la classe ouvrière. Le prolétariat au Portugal a au moins compris une chose : sa force quand il est uni. La bourgeoisie ne peut plus redresser la situation d'un seul coup, la réaction de la classe ouvrière serait trop dangereuse. Il lui faut à tout prix, auparavant, la diviser.

Elle semble pour le moment très bien manœuvrer. Le PC dit "Oui, mais" au gouvernement ; Carvalho - qui reste chef du COPCON - et certains gauchistes - disent "Non, mais", et ces deux groupes, même si leur obéissance a diminué, gardent encore de grandes capacités dans la classe.

Il n'y a qu'une faible partie de la classe ouvrière qui comprendra le nécessaire affrontement avec l'Etat. Mais la surenchère aux "conseils", "comités", "commissions" a certainement obscurci l'esprit de cette fraction sur les buts à poursuivre. La manière dont s'est déroulée la manifestation de Porto il y a une dizaine de jours contre la nouvelle orientation de l'Etat est significative : 1500 militaires ont fait une manifestation suivis par 10 000 civils. Le PC et les gauchistes sont arrivés à contrôler la situation et ont transformé la manifestation en promenade. Une autre devait avoir lieu ces jours-ci à Lisbonne : on n'en a même pas entendu parler.

- - -

Ce sur quoi il faut aujourd'hui insister c'est sur le danger d'un écrasement prématuré de la fraction la plus avancée de la classe ouvrière portugaise. Aujourd'hui elle ne présenterait pas un poids dans un affrontement avec l'Etat. Si les actuelles tentatives du capital portugais pour encadrer la classe ouvrière n'aboutissaient pas, il n'est pas sur que l'Etat ne provoquera pas le prolétariat à un combat global et prématuré ; dans les usines la situation est loin d'être stabilisée et le capital portugais ne peut plus se permettre de laisser des luttes paralyser son économie.

J. SAUGE

BILAN D'UNE ANNÉE

L'article que nous publions ici est tiré du numéro de juillet de World Revolution, revue anglaise du Courant Communiste International. Depuis Juillet, les événements qui se sont produits en Grande Bretagne ont renforcé l'analyse que font nos camarades anglais : la politique anti-ouvrière du Parti Travailleiste est apparue encore plus nettement avec la "campagne politique et publicitaire contre l'inflation" lancée par Wilson (cf "Le Monde" du 23-8-75). Les syndicats, toujours fidèles au poste, ont approuvé immédiatement ce "plan anti-inflationniste", "adjurant les camarades à être réalistes" (Le Monde du 5-9-75) et invitant la classe ouvrière à accepter un plan qui l'atteindra encore plus durement, au nom de la sauvegarde de l'économie nationale : limitation des hausses de salaires à 6 f par semaine, sans possibilité de réduire l'augmentation du chômage : "le premier ministre a mis l'accent sur la situation de l'emploi qui, en dépit de tous les efforts, continuera à se détériorer" (Le Monde du 23-8-75) (le chômage atteint un million deux cent mille personnes selon les statistiques officielles). Face à la situation catastrophique dans laquelle s'enfonce de plus en plus la Grande-Bretagne, le capital ne manque pas de défenseurs pour multiplier les appels à "l'Unité Nationale", dernier espoir de contenir la lutte des travailleurs pour leurs intérêts propres, en les diluant dans l'intérêt d'une économie nationale où ils n'ont rien à gagner, et tout à perdre.

Quand le Chancelier de l'Echiquier, Dennis Healy, a pris la parole à la Chambre des Communes, le 1^{er} juillet, pour annoncer que les augmentations de salaires seraient limitées à 10%, il admettait en fait que la situation de l'économie britannique était dans un état si catastrophique que le gouvernement ne pouvait plus reculer et devait affronter la classe ouvrière. Bien que cette nouvelle ait été attendue depuis longtemps, non seulement par la bourgeoisie britannique, mais aussi par les créanciers étrangers de la Grande-Bretagne, les événements qui l'ont précipitée ont été très soudains.

C'est seulement la veille que le premier ministre avait annoncé que le gouvernement ne prendrait pas de mesures précipitées ; les négociations avec le TUC au sujet de la nouvelle forme du "Contrat Social numéro 2" étaient supposées se prolonger au moins jusqu'à la mi-juillet. Cependant la chute de la Livre, qui a diminué de 29% par rapport à sa valeur de 1971, a forcé la main au gouvernement. Elle a provoqué une véritable débandade : les créanciers étrangers ont montré leur manque de confiance dans la capacité du gouvernement britannique à maîtriser ce double problème de l'inflation et de la hausse des salaires -qui sont au coeur des difficultés économiques actuelles de la Grande-Bretagne.

Cela ne surprend personne que l'économie britannique se trouve dans un piètre état et entre dans une phase de récession profonde. La production industrielle du mois de Mai a été de 7,5% inférieure à son maximum atteint en Juillet 74. La demande intérieure continue à sombrer et l'inflation s'accélère. L'augmentation des prix des biens de consommation pour

les douze mois précédant Juin 75, a été de plus de 25%. On prévoit deux millions de chômeurs pour l'hiver prochain.

Tous les efforts que les gouvernements successifs ont faits pour affronter ces sérieux problèmes du capital britannique n'ont pas servi à grand chose face à l'opposition résolue de la classe ouvrière qui résiste fermement aux mesures d'austérité. Cette incapacité de la classe dominante britannique l'a menée dans une impasse d'où elle doit maintenant sortir, sous la pression de ses créanciers étrangers. Pour pouvoir comprendre quelles sont les perspectives qui s'ouvrent, il faut d'abord comprendre où en est la lutte de classe en Grande-Bretagne.

LES TACHES DE LA BOURGEOISIE

Aujourd'hui, il ne reste que deux tâches primordiales pour la bourgeoisie:

- défendre le capital national sur le marché mondial, contre ses concurrents.
- empêcher que son système social ne soit détruit par la classe ouvrière.

En période de reconstruction, quand le système ne sent pas son existence menacée, ces tâches ne sont pas si pressantes et peuvent ne pas apparaître clairement. En période de crise, elles deviennent impératives et évidentes. La bourgeoisie réalise ces tâches de trois façons : en premier lieu en augmentant le degré d'étatisation de l'économie (nationalisations) ; ensuite, en augmentant le taux d'exploitation de la classe ouvrière ; enfin, en se préparant à la guerre civile.

1. Etatisme croissant

Accroître l'efficacité économique, pour être compétitif sur le marché mondial, exige une rationalisation draconienne de l'économie par le contrôle de l'Etat. La seule marge de manoeuvre qui reste à la classe dominante, c'est la façon d'appliquer cette nécessité: le Parti Travaille se prononce pour et applique des mesures "socialistes"; les Conservateurs les désapprouvent, mais les repêchent quand ça va mal. En fait, tous les partis politiques au pouvoir sont obligés de poursuivre cette tendance à la nationalisation parce qu'il n'y a pas d'autre alternative. C'est pourquoi, malgré l'illusion selon laquelle le Parti Travaille défendrait les nationalisations et les Conservateurs la "libre entreprise", sous cette apparence, ils appliquent fondamentalement la même politique, et il n'y a aucune différence fondamentale entre eux.

En fait, il y eut plus de nationalisations réalisées pendant les premiers mois du dernier gouvernement conservateur, que pendant le début du gouvernement travailliste. "Pendant les premiers seize premiers mois de la dernière administration conservatrice, on a nationalisé Rolls Royce et pris un contrôle effectif sur deux chantiers navals importants, Upper Clyde et Harland et Wolff. Cela eut lieu pendant la période "Selsdon" d'émulation capitaliste de Mr Heath, lorsqu'on commençait à réviser les valeurs de la libre entreprise. Pendant les premiers seize mois du gouvernement travailliste, malgré un renforcement certain des facteurs nécessaires à une intervention accrue de l'Etat, Mr Benn a curieusement, beaucoup moins bien réussi à étendre les nationalisations." (The Guardian, 9-6-75)

Bien que les travaillistes défendent en paroles beaucoup plus fortement les nationalisations, ils ne font en fait que continuer ce qui a été entrepris depuis des années: accroître le contrôle de l'Etat sur l'industrie.

Dans des pays comme la Grande-Bretagne, qui ont un développement du capital concentré, le processus d'étatisme passe d'abord par une fusion du capital privé et étatique. Cette tendance apparaît clairement dans la loi sur l'industrie qui est actuellement votée au Parlement. Le but de cette loi est de créer un "National Enterprise Board" dont les fonctions principales seront d'aider l'économie, de promouvoir l'efficacité industrielle et la compétitivité au niveau international. Ses fonctions comprennent la réorganisation ou le développement des entreprises industrielles, et l'extension "de la propriété publique à des secteurs rentables de l'industrie". Cette législation, qui reconnaît explicitement la nécessité que l'Etat rationalise et renforce l'économie par son intervention, dans les secteurs les plus rentables, est parlante d'elle-même.

2. Exploitation croissante

Ce n'est qu'en augmentant le taux d'exploitation que la classe dominante peut augmenter la quantité des bénéficiaires qui lui est

nécessaire pour pouvoir réinvestir. C'est aussi le seul moyen de rendre le capital britannique plus productif et donc compétitif sur le marché mondial. En Grande-Bretagne, comme dans tous les pays du monde, on intensifie le taux d'exploitation de plusieurs manières: d'abord, par une diminution globale du salaire des ouvriers: elle se fait d'une part, par l'inflation galopante (qui atteint actuellement un taux de 36%), et d'autre part, par la réduction des dépenses de l'Etat dans les services sociaux dont pouvait bénéficier la classe ouvrière (services publics, etc). Les augmentations de salaire obtenues par les accords sont loin de compenser les ravages de l'inflation. Le contrôle des salaires annoncé par Healy ne fera qu'empirer dramatiquement la situation de la classe ouvrière.

On augmente aussi l'exploitation de la classe ouvrière en diminuant la quantité de force de travail utilisée. Outre le million de chômeurs, de nombreux ouvriers travaillent à temps réduit. Leur nombre était en Avril -selon le ministère de l'intérieur- de l'ordre de 250 000, le plus haut chiffre atteint depuis 1952 (hormis les périodes de restrictions de fuel en 72 et 74). Dans beaucoup d'industries, on essaie de pousser au chômage volontaire, particulièrement dans l'industrie de l'automobile et de l'acier. Ayant réduit la force de travail, la bourgeoisie essaie alors d'exploiter plus intensément les ouvriers qui restent.

Le taux croissant d'exploitation frappe physiquement, de façon directe et brutale la classe ouvrière sur les lieux de production. Là où il apparaît le plus clairement, c'est dans ce creuset de la production capitaliste que sont les chaînes de montage des automobiles. Tous les fabricants de voitures du pays essaient, non seulement de réduire la quantité de la force de travail, mais aussi de réduire le nombre d'ouvriers nécessaires pour chaque poste, alourdissant ainsi le travail de chaque équipe ou ouvrier individuel. Les équipes de l'usine Ford à Dagenham, par exemple, ont été très fortement réduites, certaines jusqu'à 20 ou 40%. Dans le même temps, certaines des tâches ont augmenté de 50%. La direction avait projeté d'augmenter les cadences de 12%. Bien que la violente résistance qu'ont opposée les ouvriers à ce projet-grèves et occupations-l'ait fait échouer, les intentions de la bourgeoisie sont apparues clairement.

3. Préparation à la guerre civile

Depuis environ 73, les patrons aussi bien que les ouvriers ont pris conscience que la crise est là -et bien là. La bourgeoisie sait que les mesures d'austérité ne sont plus des mesures temporaires destinées à contenir la lutte de la classe ouvrière jusqu'à ce qu'une nouvelle phase d'expansion capitaliste (comme la période de reconstruction après la deuxième guerre mondiale) permette d'offrir des palliatifs à la classe ouvrière. Il est maintenant admis généralement que la crise ne va pas disparaître, et la bourgeoisie, prenant conscience du fait que son ennemi est à l'intérieur, se prépare à la guerre civile contre le prolétariat.

D'un côté, la classe dominante est déjà

en train de mettre en marche l'appareil qu'elle considère -avec raison- nécessaire pour briser les luttes de plus en plus intenses de la classe : de nouvelles lois pour empêcher l'augmentation des salaires. D'un autre côté, la bourgeoisie se prépare à écraser les grèves, les occupations ou toute autre forme de résistance de la classe ouvrière, bien plus violemment qu'auparavant. On a pu voir les premiers effets de cette nouvelle résolution de la bourgeoisie britannique dans la décision d'utiliser l'armée (sans succès) pour briser la grève des pompiers de Glasgow en 73. Mais l'intervention de l'armée dans la grève des éboueurs au début de l'année (voir article traduit dans RI n°16) a été un facteur actif de cette sévère défaite, et a fourni l'occasion à la bourgeoisie de tester la réaction de la classe ouvrière dans l'ensemble de la Grande-Bretagne, sans courir le risque de s'affronter à un secteur plus combatif de la classe.

Sous prétexte de l'horreur causée par les bombes qui ont explosé à Birmingham l'automne dernier, le gouvernement travailliste a fait voter la loi anti-terroriste. A l'avenir, le gouvernement utilisera cette loi pour justifier n'importe quel acte de violence et de répression contre la classe ouvrière. Et c'est avec une armée expérimentée dans la façon de traiter les désordres civils d'Ulster, et les manoeuvres d'entraînement commun armée-police, (comme celles qui se sont ouvertement déroulées à Heathrow l'année dernière) que la bourgeoisie se prépare implacablement aux luttes qui s'annoncent avec son ennemi réel, le prolétariat révolutionnaire.

LE CAPITAL ET LA GAUCHE

La bourgeoisie du monde entier étant consciente de la force du prolétariat et des dangers qu'entraînerait une attaque directe, une tendance générale à mettre en avant la gauche du capital se dessine, dont le but est de mystifier la classe ouvrière et de désarmer ainsi les travailleurs face à la crise.

En Grande-Bretagne le parti auquel échoit ce rôle est évidemment le Parti Travailliste, le parti qui a aidé à mobiliser la classe ouvrière pour deux carnages inter-impérialistes, qui a violemment brisé des grèves, qui a lutté avec assiduité pour réduire le niveau de vie des ouvriers en période de crise. Les syndicats et les shops-stewards soutiennent le Parti Travailliste contre le "parti capitaliste", celui des conservateurs. Comme des mouches autour du fumier, les gauchistes s'agitent bruyamment autour de la nature "ouvrière" de ce parti. Malgré quelques bourdonnements "critiques" à l'occasion, ils contribuent à défendre cette mystification totale. Fondamentalement, la mystification que le Parti Travailliste est le plus apte à colporter est celle qui cherche à convaincre la classe ouvrière du fait que l'intérêt national est son intérêt propre, que l'Etat est son Etat, et le Parti Travailliste son parti et son gouvernement. Suivant cette logique, lutter contre le capital, et par conséquent, contre le capital national serait pour le prolétariat

lutter contre lui même. En d'autres termes, la bourgeoisie veut séduire la classe ouvrière pour la faire collaborer à sa propre exploitation. La bourgeoisie a en vue plusieurs moyens de désarmer le prolétariat au moyen de ces mystifications.

1. La mascarade électorale

Les élections de l'an dernier et le référendum de cette année ont été des tentatives pour détourner la classe ouvrière dans les voies de l'alignement derrière une fraction de la bourgeoisie -la gauche- en lutte contre l'autre. Il y a eu de toutes parts des essais pour obtenir de la classe ouvrière un "mandat de confiance" pour légitimer les programmes d'austérité nécessaires pour "sauver" le capital britannique. Wilson en a donné sa version personnelle dans son discours au syndicat national des mineurs le 7 juillet: "Le gouvernement travailliste est revenu à son poste il y a seize mois avec un mandat national pour unifier un peuple amèrement divisé, dont les divisions ont atteint leur plus haut point lors de la confrontation entre le gouvernement précédent et la communauté des mineurs". La réalité a été quelque peu différente. Les Conservateurs avaient essayé d'obtenir semblable mandat en Février 74 pour répondre à la grève des mineurs. Ils avaient échoué. La conclusion de cette action n'a pas permis au gouvernement travailliste de mettre en oeuvre une politique semblable, avec une aussi grande énergie, et il a dû recourir à l'illusion insipide du "Contrat Social". Cette illusion n'a servi que le temps de trouver autre chose. Mais le résultat des élections d'Octobre a prouvé lui aussi qu'elle n'avait pas été très efficace. Une fois de plus il n'y a pas eu de "mandat clair de la part du peuple britannique" pour soutenir le gouvernement dans une action d'envergure. Alors, la longue préparation du référendum sur l'entrée dans le Marché Commun a commencé. Et cela a donné lieu à un semblant de décision claire.

Le référendum, comme tous les carnivals électoraux, a été monté pour démontrer à la classe ouvrière que l'Etat lui appartient, et qu'elle peut s'exprimer par les urnes, alors qu'en fait elle ne peut s'exprimer que par ses luttes. Parce que les élections ne servent qu'à fragmenter la classe ouvrière, elles ne sont que des attaques portées contre elle. Savoir s'il vaut mieux pour le capital britannique être dans le Marché Commun ou en dehors est une question si douteuse que les capitalistes ne le savent même pas eux-mêmes. Mais l'issue importe peu. Le plus important est qu'une décision quelle qu'elle soit, soit prise pour que le gouvernement puisse se prévaloir d'un "mandat" pour justifier les étapes suivantes.

2. Le Contrat Social

En échange de l'engagement de la part des syndicats de réduire les demandes d'augmentation de salaires à un niveau "raisonnable", le Parti Travailliste a promis un niveau de vie plus élevé pour un avenir indéterminé. Ces rêves, imaginés pour la campagne électorale, ont été dissipés bien avant les derniè-

res mesures de Healy. Les demandes d'augmentations de salaires se sont élevées régulièrement tout au long de l'an dernier et cette année. On a cependant entretenu jusqu'au bout la fiction que les revendications étaient restées " dans le cadre du Contrat Social ". Parmi les responsables syndicaux les plus clairvoyants, Len Murray (secrétaire général du TUC) a soumis en février des propositions pour renforcer le Contrat. Bien qu'inacceptables à ce moment là, le Conseil Général du TUC a voté le 9 juillet, de sa propre initiative, pour un blocage volontaire des salaires basé sur un taux d'augmentation net de six livres pour toutes les catégories. La détérioration de l'économie a redonné de la vigueur à ces notables.

3. "Nationalisations = Socialisme"

Une des mystifications les plus fortes utilisées dans l'industrie, est que la nationalisation est une étape dans l'intérêt de la classe ouvrière. Le Parti Travailleuse (et tous les gauchistes) bavardent sur "la politique socialiste" ou sur " les pas en avant vers le socialisme " ; Le Parti Conservateur renforce cette mystification en dénonçant " le spectre du socialisme ". Comme nous l'avons déjà expliqué, aucun parti, au pouvoir, n'a d'autre alternative que de poursuivre la même politique.

Cette mystification a encore été amplifiée quand on l'a présentée comme un remède au chômage total et partiel. C'est en partie pour cette raison que la conférence nationale des shops stewards de Ford (27 avril) a appelé à la nationalisation de Ford et à ce que " l'ensemble du mouvement syndical soutienne leur campagne pour la nationalisation à tous les niveaux " (Red Weekly, 8 Mai 75). Précédemment, au début de l'année, les shop-stewards de British Leyland avaient envoyé à Sir Don Ryder, chargé d'enquêter sur les problèmes de British Leyland, un plan " pour la rationalisation immédiate de l'entreprise automobile en crise " (The Guardian, 13 Février 75).

Cependant, la capacité de la gauche à faire accepter à la classe ouvrière l'équation: " Nationalisation = Socialisme ", est limitée. Le capital britannique est déjà hautement centralisé et une forte proportion de celui-ci est déjà extrêmement nationalisée, ce qui veut dire que plus de nationalisations ne représentent pas une alternative à la situation actuelle. Qui plus est, les grèves les plus dures de ces dernières années ont eu lieu dans les secteurs déjà nationalisés - les mines. Cela n'empêche pas pour autant les gauchistes de compléter un côté de l'équation avec cette illusion totale que pour que la nationalisation soit efficace, elle doit se faire, bien entendu, " sous contrôle ouvrier " pour autant que celui-ci ait lieu selon une orientation révolutionnaire correcte".

4. Le contrôle ouvrier et la participation

Cette recette prend diverses formes, chaque fois selon l'occasion qui se présente. Par exemple, face à la grève qui risquait de le paralyser complètement, Chrysler a sorti de "son chapeau" une participation ouvrière totale, la distribution du partage des bénéfices. Autre facette du même procédé, en réponse aux fermetures des usines, l'auto-gestion ouvrière a été présentée comme une alternative possible. Les " coopératives ouvrières " de l'usine Meriden et Scottish Daily News sont toutes deux présentées comme des exemples de ce système.

En fait, les délégués aux " Conseils " ou les directeurs-ouvriers aux Conseils d'administration des entreprises qui se servent de la participation, font partie de l'appareil des syndicats et des shops stewards et ne font pas partie de la lutte de la classe. Pour s'assurer que cette mystification continuera d'être utilisée, il est mentionné dans les statuts de la loi sur l'industrie que le National Enterprise Board a pour fonction de " promouvoir la démocratie industrielle en entreprenant le contrôle des Conseils d'ordre ". Pour renforcer le pouvoir des ouvriers soit - disant représentatifs, - les syndicats - la loi cherche aussi à assurer que les entreprises révèlent les informations concernant l'état de santé de leurs comptes et leurs politiques. Sans aucun doute, ceci est mis en place pour s'assurer que les syndicats ne manqueront pas d'informations pour dire si les revendications ouvrières sont raisonnables ou non.

La lutte de classe se poursuit

Malgré toutes ces manigances, la lutte de classe n'a pas été étouffée. Après la relative accalmie dans les grèves en 1973, (le nombre de jours perdus pour fait de grève était tombé à 7,25 millions) une accélération s'est produite en 1974 qui a porté le nombre des journées de grève à 14,75 millions. Les deux points culminants de l'année 74 furent la grève dans l'industrie automobile au premier trimestre et la vague de grèves en Ecosse en Octobre. La tendance s'est maintenue en 75.

Il y a eu une grande vague de grèves dans les principales industries. Les ouvriers de la plupart des grandes compagnies automobiles se sont mis en grève, -Ford, Chrysler, Vauxhall, et British Leyland. Certaines ont duré plusieurs mois. Il y a eu également une grève importante, de cinq semaines, aux docks de Londres. Les chantiers navals, les aciéries, les aéroports, et les municipalités (techniciens et éboueurs), ont aussi été touchés. Confrontés à la forte combativité de la classe, beaucoup d'employeurs - y compris l'Etat - ont conclu des arrangements pour éviter les grèves: les deux exemples les plus frappants en furent les cheminots et les mineurs. La lutte des lads de Newmarket fut également longue et sujette à ce genre de tentatives.

Malgré leur intensité, beaucoup de ces

grèves se sont caractérisées par leurs limitations, qu'elles aient obtenu des résultats ou non par rapport aux revendications avancées. La vague de grèves de l'an dernier en Ecosse a été à l'image de ce qui s'est poursuivi cette année. Beaucoup de grèves simultanées se sont produites, parfois au même endroit, qui sont cependant restées isolées par secteur. Par exemple, début Mai, plus de 25 000 ouvriers de l'automobile ont débrayé dans les Midlands ou se sont mis en grève sur trois litiges, à Coventry, et pourtant, leurs luttes n'ont pas eu de lien entre elles.

Cette situation est en majeure partie à porter au crédit des syndicats et des shop-stewards. En particulier, le rôle des shop-stewards s'est révélé dans les récentes grèves, dans lesquelles ils ont montré qu'ils pouvaient souvent garder le contrôle là où la bureaucratie syndicale ne le pouvait plus. Il suffit de jeter un bref coup d'oeil sur quelques grèves de l'industrie automobile, pour voir comment les shop-steward ont opéré pour ramener les problèmes posés à des problèmes de gestion et désamorcer la combativité des ouvriers.

A Ford (Swansea), la direction a augmenté le rythme des cadences à tel point qu'il ne pouvait plus être suivi, et deux ouvriers furent suspendus de leur poste pour avoir refusé les mesures imposées. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase, après des mois de diminution des salaires et d'augmentation des cadences. Selon le "works convenor" (la tête des shop-stewards dans une usine) : "Un homme a même vomi tant était lourd le poids de travail et de rendement que lui imposait la direction" (The Guardian, 24 avril 75). Les ouvriers ont occupé l'usine et expulsé la direction. De peur d'être accusé de ne pas être capable de donner une explication appropriée, "un des plus anciens shop-steward de l'usine a dit que l'action avait été engagée dans le but d'attirer l'attention sur la mauvaise qualité des rapports de travail dans l'usine." (!) (The Guardian, 24 Avril 75, souligné par nous). L'occupation s'est terminée quand les shop-stewards "ont proposé un nouveau règlement aux ouvriers ... les nouvelles règles introduisaient principalement la mise en place d'un comité chargé des règles du travail, qui discuterait des questions de productivité et de contrôle de la qualité que proposeraient la direction ou les syndicats." (The Guardian, 26 Avril 75).

Le "works convenor", R. Sterne, se vantait de pouvoir affirmer qu'ainsi, les syndicats auraient une plus grande part dans la détermination des règles du travail : "les cadences de production ne seront plus dans les seules mains de la direction. Ils ont accepté de discuter sur toutes ces questions." (Socialist Worker, 3 Mai 75). Il y eut une situation similaire à Dagenham où les stewards prévoyaient une autre généralisation des occupations. En réponse à une semaine d'accélération des cadences et de licenciements, et en solidarité avec la grève des ouvriers de l'atelier de montage, il y eut occupation d'une des plus grosses usines. Les stewards, eux, appelaient au soutien des licenciés, mais non des grévistes. Après avoir rencontré la direction, le "convenor"

un membre du PC, annonça à un grand meeting ouvrier, qu'ils devaient revoir leur position précédente, de refus de discuter des nouveaux aménagements avec les syndicats. Sur cette base, il poussa les ouvriers à abandonner leur occupation.

Les dissensions de Dagenham donnèrent aux gauchistes l'occasion de jouer leur rôle habituel d'ennemis de la classe ouvrière. Dans le tract qu'ils ont distribué juste avant l'assemblée qui décida de l'occupation, les "International Socialists" disaient : "Nous ne pouvons blamer les grévistes qui se battent contre une si grave accélération des cadences." (nous soulignons). Le tract disait aussi : " Dans cette situation, nous attendons de nos "Convenors" et shop-stewards élus qu'ils nous offrent une direction claire." Toutefois, le summum de la stupidité gauchiste fut atteint par Big Flame dont le tract disait qu'organisée correctement "une occupation pourrait être une véritable fête... avec quelques coups de téléphone et quelques circulaires, nous pourrions avoir des films et des bandes magnétiques." "Voilà le fin de fin de la stratégie qui consiste à "aller vers les masses", chère aux populistes.

L'ANNEE DE QUI?

Avec les nouvelles mesures annoncées par le gouvernement, le développement de la lutte de classe a atteint un sommet. Ces mesures donnent quelques indications sur la stratégie utilisée contre la classe ouvrière. Il est significatif qu'ils aient choisi de ne pas pénaliser les syndicats directement, même s'ils doivent obtenir quelque augmentation de salaire. En remplacement, c'est l'employeur qui doit être pénalisé. Le gouvernement prend garde à ne pas créer de martyr dans les syndicats, qui risquerait de canaliser une intensification ultérieure des luttes. Pour le moment, l'approche doit être faite en douceur. Comme l'a dit Wilson à la Conférence du TUC : "Ce que le gouvernement demande pour l'année à venir, ce que le gouvernement est en droit de demander, ce n'est pas une année de chacun pour soi, mais une année de tous pour la Grande Bretagne".

Mais malgré les appels que le capital fait au prolétariat pour qu'il abandonne ses intérêts propres, la classe ouvrière en Grande-Bretagne et partout ailleurs ne peut que continuer à défendre ses intérêts "égoïstes", et ce sont ceux-là qui sont les intérêts du futur de l'humanité.

Marlowe
Juillet 75

LES NATIONALISATIONS AU VENEZUELA

Pendant plus d'un demi siècle de contrerévolution triomphante, les luttes de "libération nationale" ont constitué un des axes de la tromperie avec laquelle on a essayé de "consoler" le prolétariat vaincu. "Là-bas, dans le tiers-monde, les gens luttent". Dans les pays industrialisés ou dans les anciennes puissances colonialistes, ces luttes étaient une source de bonne conscience déculpabilisatrice. Les petits bourgeois nationalistes du Tiers-monde, pleins de haine envers le capital américain, d'amour pour le capital de leur patrie et d'admiration pour les sanglantes bureaucraties des pays de l'Est, étaient glorifiés comme des idoles de la lutte universelle "du bien contre le mal" ... "Guevara ressemble au Christ".

Pourtant, quand, vers la fin des années 60, le prolétariat du Tiers-monde, secoué par les premiers symptômes de la crise économique mondiale, commence à lever la tête, ses attaques ne choisissent pas entre le capital étranger et le capital "de la patrie", entre bourgeoisie yankee et bourgeoisie -ou bureaucratie- nationale. Immédiatement ses luttes s'intègrent sur le terrain mondial de la lutte des prolétaires de TOUS LES PAYS contre le capital, quelle que soit sa nationalité. Avec l'approfondissement de la crise à tous les coins du monde, commence la longue marche d'unification de l'armée mondiale du prolétariat, seul capable de mener à bout la destruction de l'exploitation capitaliste.

Il apparaît alors clairement de quel côté sont les nationalistes : Fidel Castro va au Chili pour dénoncer les mineurs en grève comme alliés de l'impérialisme américain ; les militaires "progressistes" et ultra-nationalistes du Pérou répriment dans le sang les grèves ouvrières parce qu'elles affaiblissent la capital national ; les nationalistes péronistes sont appelés au pouvoir pour "prendre en charge" les grèves ouvrières en Argentine... Dans tous les pays "en voie de sous-développement", les gouvernements font appel aux nationalistes pour maintenir l'ordre dans les rangs des ouvriers.

Au Venezuela, pays du pétrole et, jadis, de guerrillas nationalistes, la crise et les luttes ouvrières sont en train de démolir deux mythes qui, pour beaucoup, sont encore à la mode : celui de "la revanche des pays du Tiers-monde par la hausse des prix du pétrole", et celui des "nationalismes, alliés des luttes prolétariennes".

D'où l'intérêt que contient l'article que nous publions ici, qui est apparu dans le numéro de Mai 75 de la revue vénézuélienne de notre courant international : INTERNACIONALISMO.

o o o

NATIONALISATION

Actuellement, le parti du gouvernement est en train de réaliser une série de mesures qui sont présentées comme la panacée qui résoudra tous les problèmes de la société vénézuélienne; parmi ces mesures, la nationalisation du fer et du pétrole.

En Mars 1974, le nouveau gouvernement décrète une augmentation générale des salaires allant jusqu'à 25 % ; en Décembre de la même année, on nationalise l'industrie du fer, deuxième industrie du Venezuela par son importance ; en Mars 1975, on introduit la loi sur la nationalisation du pétrole ; on met sur pied d'ambitieux plans coûtant des milliards de bolivars pour "développer" les grandes industries ; on crée des fonds d'investissement pour les pays des Caraïbes et autres pays d'Amérique Latine. Tout cela en un an de gouvernement.

En même temps que les décrets sont promul-

gués et que l'on prend toutes ces mesures, on assiste, d'une part à une diminution du pouvoir d'achat du salaire des ouvriers -qui se concrétise dans la hausse des articles de première nécessité- une augmentation du chômage et du sous-emploi qui, selon la direction de la CTV (Confédération des Travailleurs du Venezuela) toucherait actuellement 750.000 travailleurs ; d'autre part, on assiste à l'avance de la récession économique due à la saturation des marchés, qui menace autant les pays capitalistes que les pays "socialistes" ou capitalistes d'Etat, c'est-à-dire : la crise généralisée du capitalisme mondial. Face à ces mesures nationalistes on fait des appels à la solidarité : le président appelle à "réaliser tous les sacrifices que l'heure actuelle rend nécessaires", la CTV demande "tout l'appui de la classe ouvrière vénézuélienne" ; FEDECAMARAS (homologue vénézuélien du CNPF français), les organisations corporatives et étudiantes donnent leur appui aux mesures nationalistes. La "gauche" essaie de définir sa position en donnant son "appui critique" aux positions du

gouvernement.

Dans toute cette fureur nationaliste, on doit relever deux faits :

- Les mesures nationalistes que prennent autant le gouvernement vénézuélien que d'autres gouvernements dans le monde, coïncident d'une part, avec l'essor de la crise, et, d'autre part, avec l'augmentation de la combativité de la classe ouvrière. Ces deux facteurs se vérifient à l'échelle mondiale.

- C'est le même parti qui fut accusé par la gauche du capital de "valet de l'impérialisme", "agent de la CIA", etc. qui commence à réaliser les projets de cette même gauche et devient le "porte-parole de la lutte contre l'impérialisme" (1), sous le regard complaisant du gouvernement cubain et de la "gauche" en général.

Les raisons qui font que cet ensemble de mesures soit pris aujourd'hui et non il y a dix ans, se trouvent dans la crise actuelle qui secoue le système capitaliste : la bourgeoisie essaie de faire payer la crise à la classe ouvrière en l'exhortant au "sacrifice national", c'est-à-dire, en l'exhortant à accepter une exploitation plus forte pour que le capital national puisse devenir plus compétitif sur le marché international.

Le prolétariat, lui, ne peut développer ses luttes autonomes qu'en rompant avec toutes les mystifications bourgeoises, DONT LE NATIONALISME.

Face à la crise du capitalisme dans sa période de décadence, la bourgeoisie essaie de reprendre les mots d'ordre réformistes du siècle dernier, alors qu'aujourd'hui, ils ne correspondent plus à un développement des forces productives et ne sont plus qu'une forme de dévoyer la lutte de classe.

Les mots d'ordre réformistes, et parmi eux, le mot d'ordre de centralisation des moyens de production par chaque bourgeoisie nationale, ne sont pas et n'ont jamais été des mots d'ordre de la classe ouvrière. Ils ne correspondent qu'aux nécessités des bourgeoisies nationales, face à la crise mondiale du capitalisme.

LES NATIONALISATIONS ET LE CAPITALISME D'ETAT

Le renforcement du rôle de l'Etat à l'époque de la décadence du capitalisme apparaît sous la forme d'un contrôle accru sur les industries de base, le développement des bureaucraties et des moyens de répression - police, armée, prisons - et dans le fait que l'Etat devient le seul organe pouvant prendre des mesures politiques et économiques qu'il impose aux autres fractions de la bourgeoisie nationale. Sur le plan extérieur, l'Etat se charge de défendre la bourgeoisie nationale en affrontant de façon politique, économique ou militaire, les menaces des grandes puissances, ou

en essayant de soumettre des pays aux économies plus faibles ; cela, à cause de la lutte acharnée que se livrent les divers Etats pour s'emparer des marchés. Sur le plan intérieur, l'Etat prend en charge de limiter la concurrence entre les différentes fractions de la bourgeoisie et applique les mesures nécessaires pour rendre possible la compétitivité des produits du pays sur le marché mondial (tarifs douaniers, subventions aux sociétés en déficit, nationalisations, etc.) D'autre part, l'Etat a comme tâche d'affronter le prolétariat par les moyens de l'idéologie ou de la répression ouverte, quand celui-ci commence à sentir les effets des crises : diminution de son pouvoir d'achat, chômage, sur-exploitation, etc.

L'Etat transformé en grand et unique patron capitaliste, monopolisant toutes les activités de la société, c'est cela le CAPITALISME D'ETAT ; c'est la seule forme que le capitalisme peut prendre face aux crises qu'il subit depuis la première guerre mondiale.

Mais, comme cela s'est vu lors des crises antérieures du capitalisme (crise de 29), malgré tout le contrôle qu'il peut exercer sur la société, l'Etat ne peut que remettre à plus tard sa chute dans la crise. Son problème principal devient donc de trouver la meilleure façon d'obliger le prolétariat à supporter toute la misère que la crise lui impose, lui faire augmenter sa productivité et, enfin, le faire participer dans la guerre pour une nouvelle répartition des marchés.

C'est précisément ici que commencent à jouer leur rôle les politiques réformistes bourgeoises, pour essayer de freiner la montée de la lutte de classe. C'est la gauche qui se charge de faire apparaître les mesures "progressistes" et nationalistes comme des pas vers le socialisme, en identifiant CAPITALISME D'ETAT et SOCIALISME.

Il faut que ceci reste clair : au Venezuela et en Chine, en Russie et aux USA, à Cuba et au Pérou, le capitalisme est en train d'essayer : d'une part, de maintenir son contrôle sur la classe ouvrière afin de pouvoir imposer une exploitation plus forte, d'autre part, il est en train de préparer le terrain pour l'issue bourgeoise face à l'actuelle crise : un troisième massacre mondial.

Voyons comment se manifestent au Venezuela ces tendances du capital mondial et comment la gauche y joue son rôle de bourreau de la classe ouvrière.

NATIONALISATIONS : PREPARATION DE LA BOURGEOISIE FACE A LA CRISE - LE ROLE DE LA GAUCHE

Avec le développement et l'approfondissement de la crise actuelle, les mesures "progressistes" des bourgeoisies du Tiers-monde ont augmenté. Les expropriations et les nationalisations, chaque fois plus nombreuses, accomplies par ces bourgeoisies en sont l'exemple le plus évident ; celles-ci leur ont permis d'utiliser

(1) Au Chili, la Junte militaire fasciste, non seulement a laissé intact le processus de nationalisations commencé par le "socialiste" Allende, mais l'a poursuivi, nationalisant, entre autres, l'ITT.

le langage "révolutionnaire" de la gauche ceci étant une forme plus efficace pour influencer la classe ouvrière. Les nationalisations au Chili, au Pérou, dans les pays arabes, etc. obéissent à ces nécessités de la bourgeoisie.

Au Venezuela, la bourgeoisie n'a pas ignoré la signification de la crise que vit le capital et elle s'est donné une stratégie.

En premier lieu, elle a fait croire qu'il existe une "prospérité" économique due à l'augmentation des prix du pétrole, mais celle-ci ne se manifesterait pas en une amélioration du niveau de vie des travailleurs parce que des "intérêts impérialistes" ne le permettraient pas. La farce que représente cette soi-disant prospérité s'est manifestée avec le décret d'augmentation de salaires pour les travailleurs des secteurs public et privé en Mai 74 ; en Juin de la même année on augmente officiellement les prix des articles de première nécessité, augmentation qui se joint à la hausse continue du coût de la vie que l'on remarque depuis les années 70 (2). La farce de la "prospérité économique" que, tant le gouvernement comme la gauche ont voulu faire voir aux travailleurs, n'est que l'écran idéologique au moyen duquel la bourgeoisie essaie de canaliser les énergies combattives de la classe ouvrière vers la défense du capital national, c'est-à-dire, vers la défense de la politique de nationalisations, avec tous les sacrifices qu'on demandera aux ouvriers en son nom.

Au second plan se sont développés les projets de politique extérieure et intérieure de l'Etat vénézuélien.

Par rapport à la politique extérieure, on est en train de prendre une série de mesures, parmi lesquelles se trouve la création d'un fonds d'investissements dans plusieurs pays d'Amérique du Sud et Centrale. En utilisant les mots d'ordre bourgeois d'anti-impérialisme américain et de libération nationale, l'Etat vénézuélien essaie de trouver des conditions favorables pour le placement des marchandises du capital national dans ces marchés.

A l'heure actuelle, le Venezuela porte le drapeau du tiers-mondisme (qui s'est affirmé dans la récente conférence de chefs d'Etat de l'OPEP), avec l'"aide" prêtée à plusieurs pays pour obtenir leur "indépendance" économique : investissements en Amérique Centrale de l'ordre de deux milliards de dollars.

L'Etat poursuit ses tendances "révolutionnaires" en établissant des relations

diplomatiques avec Cuba "socialiste", d'où on essaie de tirer un double avantage : d'une part tant le capitalisme cubain comme le capitalisme vénézuélien essaient de trouver une solution à leurs problèmes de marchés -ils échangent du sucre contre du pétrole- et, d'autre part, cela permet au gouvernement vénézuélien de se présenter face aux travailleurs avec une cour "socialiste".

Sur le plan intérieur, le gouvernement prend une série de mesures qui sont complémentaires de celles qu'il prend vers l'extérieur. Il nationalise l'industrie du fer et introduit devant le Congrès la loi de la nationalisation du pétrole ; "vénézuélianisation" (industries à capital uniquement vénézuélien) des principales industries ; il augmente la production d'armements, renforce le rôle répressif de l'Etat en créant la loi de Défense et de Sécurité Nationale ; il renforce le rôle des syndicats pour essayer d'affronter la montée des luttes de classe -le parti du gouvernement ayant le contrôle des principales organisations syndicales.

Face à un si beau panorama présenté par la bourgeoisie de droite et animé par la bourgeoisie de gauche, il faut faire ressortir deux points fondamentaux :

a) Toute la politique économique que prennent les bourgeoisies de tous les pays actuellement est vouée à l'échec ; elle prétend développer de nouveaux marchés que les lois-mêmes du capitalisme mettent en évidence que cela est impossible en période de décadence. En ce sens, toute la politique bourgeoise qui se concrétise dans le slogan : "Exporter plus, importer moins", n'est qu'une illusion, un souvenir de la bourgeoisie de ses jeunes années de prospérité.

En effet, la politique de "substitution des importations" s'est révélée une vaste faillite : la quantité de marchandises venant de l'extérieur augmente de plus en plus. On a cru trouver une solution dans le "Pacto Andino" ; dans les discussions qui ont eu lieu entre le Venezuela et la Colombie pour déterminer la liste des marchandises sujettes à ce pacte, on est arrivé à se mettre d'accord sur 102 marchandises... non sans tiraillements de la part des deux bourgeoisies. Quant aux relations avec Cuba, ce qui est en jeu est un "troc" de marchés : Cuba doit payer un prix très élevé pour l'affrètement du pétrole provenant de la Russie et pourrait trouver une solution à ce problème en important du pétrole du Venezuela. Le Venezuela, lui, essaie de trouver une solution à ses problèmes agricoles

(2) Selon l'Assemblée Annuelle des actionnaires du BCV, le coût de la vie a augmenté dans l'aire métropolitaine, pour le mois de décembre 74, d'environ 12,1 % en comparaison avec le mois de décembre 73. Il faut faire remarquer que c'est la première augmentation officielle des prix depuis le déchaînement de la crise actuelle, et qu'elle est venue marquer le commencement d'une augmentation incessante du coût de la vie. Le Venezuela n'avait pas encore commencé à ressentir fortement le poids de la crise ; aujourd'hui, l'augmentation des prix s'étend à tout le pays à un taux plus élevé que celui mentionné par les organismes officiels. Par exemple, le prix du transport en autobus (seul moyen de transport des ouvriers) a augmenté de 100 %, le café de 40 %, il en va de même pour les augmentations du prix de la viande, etc. .

et plus particulièrement au problème du marché du sucre.

Ce qu'il est important de faire remarquer est que le capital vénézuélien est en train de faire des concessions avec l'espoir d'en retirer des avantages. Mais le développement même de la crise les annihilera.

b) Là où la farce de la prospérité devient la plus évidente c'est dans l'aggravation des conditions d'exploitation de la classe ouvrière, dans la détérioration accélérée de ses conditions de vie et dans la répression sans limites avec laquelle on oblige le prolétariat à accroître la productivité du travail. L'élimination des jours fériés, le contrôle plus serré de la production, l'affrontement de l'Etat contre n'importe quelle lutte de la classe ouvrière -qui se cristallise dans la loi de la Défense et de la Sécurité Nationale- sont des indices qui ne trompent pas.

En conclusion, le seul but des mesures économiques de la bourgeoisie -nationalisations, augmentation des salaires, etc- n'est même pas d'aboutir à un accommodement de l'économie avec la crise, car l'économie continuera à craquer jusqu'à arriver à l'effondrement total ; son seul but est d'essayer de faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices qu'impose la chute dans la crise.

LE ROLE DE LA GAUCHE

Avec le développement de la crise, le rôle que jouent et que joueront les partis et les syndicats, tant de droite comme de gauche, pour essayer de mettre la classe ouvrière sur le terrain des exigences de la bourgeoisie nationale, devient à nouveau évident. En identifiant et en défendant le capitalisme d'Etat comme du Socialisme, la gauche accorde des caractéristiques révolutionnaires à n'importe quelle mesure qui tende à renforcer le rôle de l'Etat sur la société. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la gauche au Venezuela considère comme un problème de première importance pour la classe ouvrière, le problème des nationalisations. Devant chaque mesure "progressiste" prise par la bourgeoisie pour essayer d'affronter les problèmes du capital national, la gauche du capital se sent obligée de prendre une position et de manifester son "appui critique".

Quand l'Etat vénézuélien réalise des nationalisations, la gauche se charge d'appeler la classe ouvrière à prendre la défense de la patrie et à appuyer les mesures nationalistes. Mais, étant donné que c'est un autre parti de la bourgeoisie (Accion Democratica) qui a les moyens et les conditions lui permettant de réaliser les nationalisations, les gauchistes se sont trouvés orphelins de drapeau "révolutionnaire" et se sont vus obligés d'emprunter un langage plus à gauche et plus "révolutionnaire" pour pouvoir se différencier de leurs "ennemis". Toutes leurs positions nationalistes (autant celles du MAS : Movimiento al Socialismo, du MIR : Movimiento de Izquierda Revolucionaria, de "Causa R", en

passant par celles de Ruptura et des Ligues Socialistes) ne font qu'essayer de justifier qu'eux seuls sont les vrais nationalistes, qu'eux seuls sont capables de défendre la patrie et le capital national, enfin, qu'eux seuls peuvent affronter le vrai danger qui menace la bourgeoisie : la révolution prolétarienne. Leurs "critiques" des nationalisations ne font que renforcer les intérêts nationalistes, c'est-à-dire, les intérêts bourgeois au sein de la classe ouvrière.

Voyons de plus près quelques-unes de ces positions :

NATIONALISATION SOUS CONTROLE OUVRIER

Avec cette position on prétend faire croire que la nationalisation sera révolutionnaire si la classe ouvrière maintient le contrôle sur les entreprises nationalisées. Ainsi, la Ligue Socialiste affirme :

"Que l'on nationalise le pétrole, oui, mais sous le contrôle des travailleurs qui le produisent et, bien entendu, sans indemniser les compagnies étrangères."

Si l'Etat a le contrôle politique et économique sur les moyens de production et sur la société -et particulièrement sur les entreprises nationalisées-, les ouvriers, en contrôlant lesdites entreprises, passeraient à être des administrateurs de l'Etat et des contrôleurs de leur propre exploitation. Le contrôle ouvrier n'éliminera en aucune sorte -même s'il s'exerce sur toutes les entreprises nationalisées- les conditions d'exploitation de la classe ouvrière, sans détruire l'appareil qui maintient ces conditions, l'Etat.

Ce mot d'ordre a joué son rôle réactionnaire dans tous les moments où le capital s'est trouvé en danger. En Allemagne, pendant l'époque révolutionnaire qui a suivi la première guerre mondiale, les ouvriers s'organisent en conseils révolutionnaires et essaient d'étendre leur lutte à toutes les autres régions, mettant ainsi en danger le pouvoir du capital. La Social-démocratie, pour démontrer son caractère "révolutionnaire", offre aux ouvriers "le contrôle" sur les moyens de production, en leur donnant une économie détruite qui ne représentait aucun problème pour la bourgeoisie allemande, mais qui a permis, d'une part, d'obliger les ouvriers à se sacrifier pour maintenir l'économie -puisque les usines "étaient à eux"- et, d'autre part, a permis à la bourgeoisie de contenir la montée révolutionnaire animée par le pouvoir des Soviets en Russie, de récupérer ses forces et d'écraser sans pitié toute tentative de lutte de la classe ouvrière allemande.

L'utilisation de ce mot d'ordre et de ses variantes (cogestion, autogestion, etc) n'a pas été différente dans les pays du bloc "socialiste", d'où se nourrissent les positions de la gauche pour en appeler au contrôle ouvrier. En 1968, en France, la bourgeoisie commence à parler de cogestion et de participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise. A l'heure

actuelle, le Labour Party, face à la banqueroute de l'économie anglaise causée par la crise, en appelle à appuyer la nationalisation de toutes les industries, sous le contrôle ouvrier et sans

Là où la pourriture réactionnaire de cette position a été le plus évidente, c'est au Chili, sous le gouvernement d'Unité Populaire, qui a transformé les tentatives d'organisation unitaire des ouvriers chiliens -les cordons industriels- en des organisations permanentes, à son service. Ainsi, dans les dernières années de gouvernement d'Allende, l'U. P. avait fait les pas nécessaires pour que la bourgeoisie chilienne pût donner libre cours à la répression brutale que la classe ouvrière chilienne a subie.

NATIONALISATION INTEGRALE

La gauche, reprochant au gouvernement d'être resté à mi-chemin, propose la nationalisation intégrale, affirmant que toute l'industrie doit passer aux mains de l'Etat vénézuélien.

En parlant de nationalisation intégrale, on fait allusion aux nationalisations qui ont été réalisées dans les pays "socialistes" et, plus spécifiquement, à Cuba et au Pérou. De même que, dans ces pays, les "nationalisations intégrales" ont été des mesures prises face aux crises économiques et comme un moyen pour mieux dévoyer la classe ouvrière, il en sera de même au Venezuela. Dans le cas de Cuba, il suffirait de montrer les conditions d'exploitation des ouvriers : journées de travail épuisantes, du lundi au samedi, approvisionnement insuffisant d'articles de première nécessité (tandis que les grands bureaucrates vivent dans des conditions privilégiées) ; l'année dernière a été promulguée une loi, avec l'aide des syndicats, sur les salaires et les nouvelles formes "d'émulation socialiste" : une sorte de travail à la pièce avec lequel on prétend élever la productivité du travail. Par ces mesures, l'Etat cubain essaie désespérément de faire porter le poids de la crise aux ouvriers cubains.

Dans le cas du Pérou, les affrontements de la classe ouvrière péruvienne avec la Junte Militaire, sont déjà connus. Face aux exigences d'améliorations salariales des travailleurs, la Junte a répondu avec une répression brutale.

La "nationalisation intégrale" est un autre mot d'ordre visant à éloigner les ouvriers de la seule possibilité qu'ils ont pour que leurs luttes arrivent à être véritablement révolutionnaires. C'est en définitive, un autre piège bourgeois.

L'INTERET PATRIOTIQUE : REDUCTION DE LA PRODUCTION PETROLIERE

Face à la nationalisation du pétrole et

pour essayer de paraître plus "radical" que les autres groupes de gauche, "Causa R" et le PRAG ont tiré une nouvelle carte de leur jeu dans cette lutte de la gauche pour mieux contrôler les travailleurs. Leur nouvelle position "révolutionnaire" consiste en vouloir promouvoir : "...un projet de loi contre la constante détérioration de l'image de la patrie et, en accord avec les intérêts de celle-ci, réduire de façon draconienne la production pétrolière".

De même qu'avec la formation de "fronts patriotiques", on prétend "attaquer" l'impérialisme yankee pour justifier ainsi tous les sacrifices qu'au nom de "la patrie menacée" les ouvriers devraient accepter. Il suffit, pour démontrer tout le caractère réactionnaire de cette position, de rappeler les mots d'ordre que la bourgeoisie a utilisés lors des deux boucheries mondiales de ce siècle, afin de mener les ouvriers au massacre. C'est au nom de la "défense de la patrie" que la bourgeoisie a réussi à mener les ouvriers à lutter pour des intérêts bourgeois et à perpétuer ainsi le régime d'exploitation capitaliste. Une telle position est en complète contradiction avec celles que les révolutionnaires ont défendues lors de la première guerre mondiale et qui restent valables face à n'importe quel conflit inter-impérialiste. Pendant que la bourgeoisie allemande parlait de la sainte mission des balonnettes allemandes pour aller libérer le prolétariat russe de l'autocratie tzariste et que la bourgeoisie russe parlait de "défensisme" et appelait le prolétariat à lutter contre l'"impérialisme allemand", Lénine en Russie et Liebknecht en Allemagne insistaient sur la nécessité pour le prolétariat de lutter contre sa propre bourgeoisie, pour la révolution mondiale. Aujourd'hui, au moment où la bourgeoisie essaie de préparer sa seule solution face à la crise -une nouvelle guerre mondiale- et que le prolétariat fait preuve d'une énergie combattive sans égale, il faut qu'il se libère de toute idéologie et de tout piège bourgeois qui prétende faire de la défense de la patrie une position révolutionnaire. L'authentique lutte anti-impérialiste du prolétariat est celle des ouvriers de chaque pays contre leur propre bourgeoisie, condition unique pour la destruction de l'Etat capitaliste et l'instauration de la société communiste à l'échelle mondiale -car ce n'est qu'à l'échelle mondiale que le communisme est réalisable.

En ce qui concerne la réduction de la production du pétrole, le fait que l'on augmente ou que l'on diminue la production dans n'importe quelle entreprise privée ou d'Etat, n'a jamais eu une répercussion quelconque sur les bases du système capitaliste. De par la crise actuelle, beaucoup d'entreprises sont obligées, non seulement de réduire leur production façon "draconienne", mais encore de fermer les usines, ce qui se traduit par une augmentation du chômage ; d'autre part, les entreprises qui peuvent subsister face à la crise, le font en augmentant l'exploitation des ouvriers. De toutes façons, que l'on augmente ou que l'on diminue la production dans n'importe quelle industrie, qu'elle soit vénézuélienne ou cubaine, le niveau de vie des ouvriers et les conditions d'exploitation ne font que s'aggraver avec la

crise elle-même. Le gouvernement actuel a réduit la production de pétrole de 70.000 tonnes par jour. Le gouvernement serait-il devenu révolutionnaire ?

En conclusion, toutes les positions que présente la gauche autour des nationalisations, ne sont que des cris désespérés pour essayer de dévoyer la lutte de classe sur le terrain du capital national. A l'heure actuelle, alors que le système capitaliste, à l'échelle mondiale, est incapable de garantir la survie de la classe ouvrière, la gauche essaie d'imposer ses mythes sur des possibilités de réformes qui apporteraient la fin du chômage et la sécurité de l'emploi. Alors que ce qui est à l'ordre du jour, objectivement, est la destruction de l'Etat bourgeois avec ses nationalisations et ses patries.

Le travail de la gauche avec tout son langage "radical" et "révolutionnaire" est de maintenir dans un cadre national et local les luttes du prolétariat, et, d'autre part, d'éviter la caractéristique que ces luttes devront, obligatoirement, revêtir ; elle les maintient, au contraire, sur un plan strictement revendicatif. Le travail actuel de la gauche au Venezuela est de conserver, dans toute sa fureur, le nationalisme, et d'essayer de placer la classe ouvrière sur le terrain des intérêts du capital national.

PERSPECTIVES

En dépit de la bourgeoisie, tant de gauche comme de droite, le prolétariat est en train de démontrer, depuis quelques années, qu'il est en train de se débarrasser des rêves réformistes et des mystifications gauchistes. L'époque où la lutte des guérillas consumait la force combative des travailleurs sur l'aute de la "libération nationale" est révolue et, maintenant, les nouveaux mythes commencent à être détruits dans la fureur de chaque lutte.

Ceci est démontré par la majorité des grèves qui se sont déchainées depuis 1968, dont les caractéristiques ne diffèrent pas des luttes que livre la classe ouvrière à l'échelle mondiale, à savoir : formation de comités de grève qui se situent, dès le départ, en opposition aux organisations bourgeoises au sein de la classe, les syndicats ; affrontement avec les appareils administratifs et représentants de l'Etat ; généralisation des grèves, surtout dans les grandes zones industrielles.

Les mythes sur les nationalisations, défense de la patrie, etc. sont en train de craquer sous les luttes de la classe ouvrière vénézuélienne : les éboueurs de Maracaibo en 1968 se sont affrontés à l'Etat en tant que patron ; en Août 71 les ouvriers de la zone du fer ont paralysé la production sans tenir compte des appels de la bourgeoisie et des syndicats ; les ouvriers de la General Motors se mettent à travailler au ralenti et s'affrontent à la Garde Nationale lorsque celle-ci essaie de les faire travailler à la capacité normale de production ; le conflit récent des ouvriers du fer qui exigeaient leurs prestations

sociales et menaçaient d'arrêter la production alors qu'il n'y avait pas un mois que l'industrie avait été nationalisée. Tous ces faits démontrent qu'il y a du sang dans les veines du prolétariat qui devra empoigner les armes contre l'oppression du capital et qu'il n'est pas disposé à se laisser surexploiter sans opposer de résistance.

Cependant, le processus de prise de conscience sur la nature des mythes bourgeois est lent, car le germe de la contre-révolution est encore résistant à la dose de combativité de la classe ouvrière. La gauche du capital se montre plus "radicale" dans la mesure où les ouvriers radicalisent leurs luttes. Avant c'était avec les guérillas et la "libération nationale", maintenant avec la "nationalisation intégrale", le "contrôle ouvrier", "anti-impérialisme", etc. La gauche semble avoir toujours une carte à jouer, un mot-d'ordre à mettre à la mode. C'est pour cela qu'elle représente la plus forte entrave que rencontre le prolétariat sur le chemin de la révolution.

La tactique actuelle de la bourgeoisie est orientée vers : l'isolement des conflits, de façon à empêcher que les ouvriers étendent leurs luttes à d'autres secteurs ; le maintien des conflits sur un terrain purement économique et, surtout, le maintien du mythe qu'il peut exister une solution nationaliste à la crise.

L'alternative pour les ouvriers deviendra chaque jour plus évidente : ou bien affronter l'Etat capitaliste et ses organes - dont les syndicats et leur meilleur soutien : les gauchistes ; ou bien, subir une surexploitation toujours plus brutale et abrutissante. Le développement de la crise qui se fait sentir chaque jour sur les salaires de misère des ouvriers ne laisse pas de doute sur l'attitude du prolétariat : traqué par le chômage, l'augmentation de l'exploitation et l'inflation, il devra orienter ses luttes vers la seule voie possible pour son émancipation : la révolution communiste.

C'est dans cette situation que l'activité des révolutionnaires prend tout son sens, en tant que fraction la plus consciente et décidée de la classe ouvrière. La tâche est de contribuer à la généralisation de la conscience révolutionnaire, en dénonçant à tout moment les mystifications que la bourgeoisie utilise pour freiner la montée de la lutte de classe. C'est dans l'expérience historique que les meilleures armes pourront être trouvées.

Face à tous les mots d'ordre de "contrôle ouvrier" de la production, "cogestion", "participation", etc., les révolutionnaires devront insister une et mille fois sur le fait que la seule issue possible de la barbarie capitaliste - surexploitation, guerres, crises, etc. - est la prise du pouvoir politique de la société par les ouvriers organisés en conseils.

Ainsi, sur la question des nationalisations l'alternative est :

NATIONALISME BOURGEOIS
ou INTERNATIONALISME PROLETARIEN

DU GAUCHISME AU NEANT

Les remous de Mai 68 en France ont laissé bien des fantômes sur les rives du gauchisme. Parmi ces fantômes idéologiques, on trouve le modernisme, orientation politique plutôt vague qui, tout en se réclamant de la révolution communiste, s'attaque en fait à la continuité réelle du mouvement ouvrier et du marxisme. Le modernisme est l'idéologie de ces gauchistes intellectuels qui proclament avoir découvert une "nouvelle dynamique" du capitalisme qui "dépasse" ou "nie" les positions défendues par Marx et le prolétariat révolutionnaire. Mais il est évident que le rôle de l'intelligentsia gauchiste est précisément de brasser et de répandre toutes sortes de mystifications, dont la variété moderniste fait partie. Les modernistes représentent inconsciemment dans ce cadre la nécessité pour le capital actuel d'attaquer idéologiquement la classe ouvrière. Sur un autre plan, la quête des modernistes de formes de pensée se voulant "nouvelles" est engendrée par les intérêts concurrentiels du capital, perpétuellement à la recherche de nouvelles marchandises susceptibles de mieux se vendre.

Les modernistes sont trop nombreux et trop variés pour être énumérés. L'important dans ces sectes (habituellement composées d'un Hamlet avec un ou deux amis) c'est leur commune perspective anti-ouvrière. Pour elles, la classe ouvrière est une classe capitaliste comme la bourgeoisie ; la classe ouvrière équivaut à du capital et tant qu'elle produit de la plus-value (accumulée par le capital), elle reproduit seulement le capital et non la conscience communiste. Cette notion est succinctement exprimée dans un récent texte moderniste publié en Suède :

"La classe ouvrière est donc une classe capitaliste ; on peut même dire qu'elle est la plus capitaliste. Sans elle, l'accumulation de la valeur ne peut se poursuivre ; et c'est la force vitale du capital. La domination totale de la valeur est précisément la base du capital ; et la classe ouvrière est la classe qui apporte la valeur aux produits et une partie de cette valeur est ultérieurement accumulée comme capital." (1)

La spécificité de cette idéologie ne réside pas tant dans ce qu'elle dit, et qui n'est rien d'autre que l'image que le bourgeois se fait de lui-même, attribuée à son

ennemi mortel le prolétariat, mais comment elle le dit. Sa terminologie est empruntée au marxisme. Des concepts tels que "travail salarié", "valorisation", "valeur d'usage" et "valeur d'échange", etc., sont employés par les modernistes avec une dextérité et une familiarité qui peuvent étonner et confondre un lecteur qui n'est pas averti. "Sont-ils révolutionnaires ?" peut se demander un lecteur confus. "Ils ont l'air de parler du communisme, aussi y-a-t-il peut-être quelque chose dans ce qu'ils disent ?". Mais regardons y de plus près. L'emploi facile de la terminologie marxiste n'est en fait qu'une jonglerie de mots comme un bref examen suffit à le prouver.

Bien sûr, le meilleur moyen de détruire la théorie révolutionnaire, c'est d'employer sa propre terminologie et d'ainsi mieux diluer ses implications révolutionnaires et même de l'en priver. L'obscurantisme féodal et le catholicisme ont agi ainsi contre les philosophes révolutionnaires de la bourgeoisie naissante, et le capitalisme décadent, au moyen du stalinisme et du maoïsme, fait sans cesse de même contre le marxisme. De telles attaques idéologiques inconscientes sont l'expression de la lutte de classe et agissent dans un seul sens : de la bourgeoisie contre le prolétariat. La classe ouvrière par contre n'a ni la ressource ni le besoin d'attaquer l'idéologie bourgeoise "de l'intérieur". Elle n'a qu'une seule mission : détruire le capital dans son ensemble pour construire la société communiste mondiale. Par conséquent, depuis ses débuts, c'est ouvertement que l'activité autonome du prolétariat tend à s'opposer à l'idéologie bourgeoise. Le marxisme, en tant que vision mondiale théorique du prolétariat, est la critique claire et sans ambiguïté de tous les rapports sociaux bourgeois y inclus l'idéologie. Seule une classe décadente et condamnée a besoin de semer la confusion chez son fossoyeur et de le démoraliser puisque cela peut repousser la fin inévitable de son système. En ce sens, le modernisme exprime des besoins idéologiques plus profonds que ses protagonistes ne l'admettraient.

LES RACINES DU MODERNISME.

Pendant les périodes de réaction, le

prolétariat ayant subi des défaites historiques, les railleurs et les prophètes de toutes espèces braillent et vocifèrent sur la scène politique. S'il arrive à ces individus de parler "au nom de la révolution" c'est une bonne affaire pour eux puisque leurs propos deviennent alors une marchandise plus convoitée. La fonction de tels charlatans n'est en aucun cas négligeable ; ils doivent expliquer au prolétariat vaincu les causes de sa déroute. Et, voyez-vous, le principal coupable de telles débâcles historiques se trouve être presque toujours ... le prolétariat lui-même.

Depuis la plus grande défaite que le prolétariat ait jamais subie (le déclin de la vague révolutionnaire de 1917-23), un nombre incalculable de ces charlatans a "expliqué" le pourquoi de la défaite du prolétariat. Les trotskystes besogneux se lamentent sur l'absence d'un "parti révolutionnaire", les reichiens babillent sur la nature sexuelle répressive de la classe ouvrière ; d'autres plus modernes affirment que la révolution prolétarienne est un mythe inventé au XIXème siècle.

Les sources de ces attitudes et de ces "explications" viennent de l'intelligentsia gauchiste en retraite, pulvérisée par le déclin du capitalisme mondial. Dans les années 30 et 40, les sympathisants stalinien de l'"Institut de Recherche Sociale" de Francfort (Marcuse, Horkheimer, Adorno) ont commencé à édifier l'ossature qu'utilisent les modernistes d'aujourd'hui. Pour eux le marxisme et le prolétariat ont fauté pour n'avoir pas été assez "révolutionnaires". Par exemple, les travailleurs n'ont pas rallié avec suffisamment d'enthousiasme la défense de l'Espagne républicaine en 36-38. Wilhelm Reich, expliquant à la bourgeoisie pourquoi le prolétariat allemand n'a pas su défendre la démocratie bourgeoise contre le nazisme, proclamait que les ouvriers allemands "avaient choisi" Hitler et la barbarie en 1933. Incapables de voir que l'écrasement du soulèvement prolétarien de 17-23 préparait en fin de compte une nouvelle guerre impérialiste, ces dilettantes "ont choisi" avec enthousiasme de soutenir les alliés durant ce même conflit. A côté de cela, pour Reich, le prolétariat allemand semblait avoir fortement besoin d'une "thérapie de masses" capable de secouer son inhérente attraction vers le fascisme. Le professeur Marcuse et les bombardiers alliés ont fait de leur mieux pour fournir cette thérapie. Marcuse a servi l'impérialisme des alliés pendant et après la guerre (il a servi au US Office of Intelligence Research du Département d'Etat et est devenu directeur de la section de l'Europe de l'Est). Reich qui vint aux Etats-Unis en 1939, "a annoncé qu'il était prêt à mettre au point ses découvertes et leurs possibles applications militaires et à essayer par tous les moyens d'attirer l'attention sur ses travaux"(2).

Sur le plan "philosophique", les professeurs de Francfort commencèrent à adopter un point de vue légèrement différent de celui de leurs collègues stalinien. Pour Marcuse and Co, le boniment stalinien sur la base économique qui détermine directement la superstructure n'était pas assez subtil. Et en fait, il ne

l'était pas. Le stalinisme est une autre expression de la récupération de la terminologie du marxisme par l'idéologie capitaliste. Par "base économique", les stalinien entendent les bureaux de planification de Vesenkha et par superstructure, les édits de Staline et de la GPU. Au lieu d'attaquer le stalinisme de front, comme ennemi mortel du prolétariat, Marcuse et sa coterie, comme toute l'intelligentsia gauchiste, n'ont pu que ramper. Leurs "révisions" du "marxisme" n'étaient en fait qu'une partie d'échecs jouée sur l'échiquier du stalinisme et du gauchisme. Leurs critiques de la "culture", de "l'idéologie", de "l'autorité" et des autres "aspects superstructurels" n'avaient rien à dire sur le capitalisme d'Etat en Russie ou ailleurs, ou sur l'impossibilité des luttes de libération nationale à notre époque, ou sur la nature contre-révolutionnaire des syndicats et du parlementarisme. Rien en d'autres termes sur les positions que la classe a à défendre. La misère de la philosophie ne pouvait être plus grande.

Ces idéologues, et ils comprennent les sociologues gauchistes tels que Lucien Goldmann, Roland Barthes, Bruce Brown et Jürgen Habermas prétendent que le capitalisme "avancé" ou "moderne" a éliminé les différences entre la base économique de la société et sa superstructure. "Le capitalisme avancé" aurait apparemment réuni les deux, essentiellement en manipulant l'économie par les mécanismes keynesiens et par l'extension "d'un marché de consommation" illimité. Implicitement cette notion signifie que la classe ouvrière s'est fait "acheter" par un capitalisme qui ne souffre lui-même d'aucune contradiction économique fondamentale. Si la base matérielle de la société n'est plus confrontée à d'insolubles contradictions, il s'ensuit alors que les contradictions du capitalisme se sont déplacées de la base vers la superstructure. Ainsi, la "critique de la vie quotidienne (comprenant de pédantes dissections de langage, des critiques "sémiologiques", etc.) a pris une importance prépondérante pour ces idéologues. Ils considéraient l'analyse économique concrète de la décadence du capitalisme avec mépris comme "un problème classique s'apparentant à l'obsession et dépassé dans le capitalisme moderne."

Si la base économique du capitalisme s'était confondue avec sa superstructure, il serait alors superflu sinon réactionnaire d'établir des séparations ou des distinctions conceptuelles entre les deux domaines. La technologie et la science, devenues elles-mêmes idéologies (selon Habermas et Marcuse), rationalisent ou "légitiment" le capitalisme aujourd'hui. L'idée que le prolétariat s'exploite lui-même suit sans difficulté, puisque l'absence de difficultés économiques signifie que les ouvriers pourraient satisfaire leurs besoins matériels dans le système capitaliste. Ce qu'ils ne pourront pas satisfaire pour ces idéologues ce sont leurs "besoins sociaux". Mais la classe ouvrière ne peut pas le savoir. Elle n'est pas seulement manipulée par le capitalisme de consommation, elle se manipule elle-même dans sa recherche d'une consommation répressive illimitée.

Comme un autre commentateur gauchiste l'affirme :

"... Les explications sur la production de la conscience doivent prendre pour point de départ les institutions de la vie quotidienne puisqu'elles sont principalement responsables de l'échec de la classe ouvrière à agir dans son propre intérêt de classe, même après la dégradation violente de ses conditions de vie et de travail. La révolution réclame la transformation de la vie au niveau micro-social comme élément de la lutte pour détruire les rapports de classe du capital puisque ces institutions arrivent à reproduire des rapports sociaux capitalistes dans la tête des ouvriers et dans leurs relations personnelles, même quand le système est rendu impuissant à maintenir sa domination." (3)

On peut voir comment cette "fusion" de la base économique avec sa superstructure est liée à la soi-disant transformation de la classe ouvrière en une "classe capitaliste". La sagesse de ces professeurs a fourni les premières bases des positions modernistes actuelles. Mais nous examinerons maintenant la contribution d'autres milieux gauchistes dans la naissance de l'idéologie moderniste.

LE BOOM D'APRES GUERRE ET LE GAUCHISME

Des groupes sortis après la guerre du trotskysme (Socialisme ou Barbarie aujourd'hui disparu) ont aussi contribué à l'élaboration des idées modernistes. De la même manière, la rapide décomposition de différents sectes bordiguistes dans ces dernières années a accéléré l'apparition de revues modernistes telles qu'Invariance, et Kommunismen aujourd'hui disparu. Le stalinisme lui-même n'a pas manqué d'apporter sa propre contribution en France, centrée autour du philosophe Henri Lefebvre (4), qui avec S. ou B. ont fourni les fondements philosophiques de l'Internationale Situationniste (5). Mais avant de pouvoir aller plus avant dans l'étude des racines actuelles du modernisme, il est nécessaire d'examiner le contexte social du capitalisme depuis 1945, et les idées qui ont fleuri sur "la société de consommation", la "société d'abondance", du "spectacle", et sur le capitalisme libéré des crises, la "gentille" théorie de S. ou B. (6)

Le boom que le capitalisme mondial a connu après 1945 a accordé une période de répit à un système social en putréfaction, en crise permanente et en décadence depuis 1914. Les tempêtes économiques actuelles qui enfoncent toujours plus profondément le capitalisme dans le borbier de la désintégration économique, montrent à quel point l'expansion apparemment "éternelle" des années d'après-guerre était fragile. En ce sens, Mai 68 marque l'apparition d'une nouvelle période dans le mouvement ouvrier, parce qu'il indique la fin du boom

économique et le début de la nouvelle résurgence de la classe ouvrière. En quelques jours les ouvriers français ont détruit beaucoup de mythes concernant la prétendue intégration au capitalisme du prolétariat. Les événements ont également confirmé la position défendue par le mouvement ouvrier sur la nécessité de conditions matérielles préalables à une période révolutionnaire : crise économique, tendance du capitalisme mondial à l'effondrement.

Mais les idées réactionnaires meurent difficilement, surtout quand elles sont nourries par la longue période d'expansion que le capitalisme décadent a connu. La fin de la 2ème guerre mondiale n'a vu surgir aucune grande vague révolutionnaire. Les quelques surgissements qui se sont déroulés en Europe, en Grèce, au Vietnam furent impitoyablement désarmés et écrasés par les staliniens et autres forces des alliés (avec la participation critique des trotskystes). Après des années de sang versé et de destruction matérielle de toutes les économies, les ouvriers étaient prostrés et n'étaient pas en mesure de résister à la nouvelle expansion du capitalisme. En revanche, la guerre et la période qui a suivi illustrent clairement la situation à laquelle le mouvement ouvrier était confronté dans le capitalisme décadent : à l'exception des mouvements révolutionnaires, la classe ouvrière ne peut plus dans cette période créer ou maintenir aucune organisation de masse permanente. Toutes les institutions que la classe ouvrière du siècle dernier avait créées pour défendre son niveau de vie (syndicats, coopératives), sont devenues des institutions capitalistes. De la même manière, les partis qui par le passé ont exprimé les buts révolutionnaires de la classe, (Social-Démocratie, PC), ne sont plus que des organes du capital depuis 50 ans.

Un tel panorama social fut trop dur à avaler pour les gauchistes. Toutes les "organisations ouvrières" ne sont rien d'autre que des organes capitalistes ? Mais comment osez-vous ! La mentalité gauchiste n'a pu que réagir avec sa haine petite-bourgeoise contre la réalité de la lutte de classe. Mais le mystère de la période de reconstruction devait avoir de toutes façons une explication, et le manque de combativité relatif de la classe ouvrière être expliqué "sociologiquement". Le mage trotskyste Mandel a "trouvé" un soi-disant néo-capitalisme sorti tout droit de sa propre tête. Les professeurs de ce qui allait devenir plus tard le groupe anglais International Socialism ont inventé une "nouvelle" rationalisation de leur réformisme abject, en le basant sur une "économie d'armement permanente". Chau lieu/Cardan, une des lumières de S. ou B. commença à poser, comme les ex-trotskystes Bruno Rizzi, James Burnham et Max Shachtman l'avaient fait avant lui, une "troisième alternative historique" : le triomphe du "capitalisme bureaucratique moderne". Ce "nouveau" système devait soi-disant dominer le globe, et avoir pour principale caractéristique le fait que l'Etat pouvait contenir les crises économiques, éliminer la loi de la valeur et offrir un "cauchemar climatisé" à ses esclaves. Le boom n'était pas seulement écono-

mique ; il était également idéologique et a produit des rejets nombreux et grotesques : l'intelligentsia gauchiste, renforcée numériquement et idéologiquement par une forte expansion de production de "gaspillage" a vécu un âge d'or durant 25 ans.

Le marcusianisme, le "guerrillérisme", le situationnisme et bien d'autres "ismes" ont grandi aux côtés des partis stalinien, trotskyste et maoïstes officiels. A un niveau ou à un autre, ils ont tous adhéré au principal postulat bourgeois du boom de l'après-guerre : la classe ouvrière s'est intégrée au capitalisme. Mais si la classe était intégrée, cela semblait être le cas contraire pour les couches marginales de la société : les jeunes, les paysans vietnamiens, le lumpenprolétariat noir des Etats-Unis, Che Guevara et même Timothy Leary. Dans "L'homme Unidimensionnel", Marcuse exprime carrément cette idée, mais elle n'est pas originale (7). Les anarchistes avaient tenu ce genre de propos depuis un siècle. En fait toute école bourgeoise économique, politique ou sociologique considère comme allant de soi le fait que la classe ouvrière est simplement le pendant harmonieux du capital. S'interrogeant réthoriquement, Henri Lefebvre en 1968 exprime cette idéologie :

"Que voyons nous ? Une société tactiquement et stratégiquement orientée vers l'intégration de la classe ouvrière. Cela réussit en partie (par une vie au jour le jour organisée répressivement par des moyens de restrictions, par l'idéologie persuasive du pouvoir de consommation plutôt que par la réalité de la consommation), mais dans le même temps elle perd la capacité d'intégrer des éléments tels que les jeunes, les groupes ethniques, les femmes, les intellectuels, les sciences, les cultures."

Un écrivain américain anarchiste, Murray Bookchin, écrivait même, plus cyniquement, en 1969 :

"En dépit de son rôle indispensable dans le procès industriel, la classe ouvrière industrielle ne représente pas encore la majorité de la population, et sa position stratégique dans la société est érodée par l'automation et d'autres progrès technologiques. Désormais, cela nécessite un acte de haute conscience pour le prolétariat d'utiliser le pouvoir qu'il a pour réaliser une révolution sociale. Jusqu'à présent, la réalisation de cette conscience a été continuellement bloquée par le fait que l'usine est un des lieux qui se cantonne le plus à l'éthique du travail, au système hiérarchisé des managements, à l'obéissance au chef et récemment à une production de marchandises superflues et d'armements. L'usine sert non seulement à "discipliner", "unir", "organiser" les ouvriers, mais aussi à le faire d'une manière totalement bourgeoise. Dans l'usine, la production capitaliste renouvelle non seule-

ment les rapports sociaux capitalistes chaque jour de travail, comme Marx l'a observé, mais recrée également leurs valeurs psychiques et l'idéologie du capitalisme."

Bookchin continue :

"Le point essentiel est que la lutte de classe traditionnelle cesse d'avoir des implications révolutionnaires; elle se révèle être la physiologie de la société en place, non les douleurs de l'enfantement. En fait la lutte de classe traditionnelle représente une pré-condition à la stabilité de la société capitaliste en "corrigeant" ses abus (salaires, horaires de travail, inflation chômage etc.)

Et pour souligner ce point "essentiel" il éclate d'une rage hystérique contre la classe ouvrière :

"Renforcer cette structure de classe en bavardant sur le rôle de la classe ouvrière", renforcer cette lutte de classe traditionnelle en lui imputant un contenu "révolutionnaire", corrompre le nouveau mouvement révolutionnaire de notre époque par "ouvrièrisme", c'est ce qu'il y a de plus profondément réactionnaire... Quand la maladie touche à sa fin, quand les blessures commencent à se cicatiser dans leurs plus profonds replis, alors le processus de guérison est engagé ; les implications révolutionnaires de la lutte de classe perdent leur signification en tant que construction théorique et réalité sociale. Le processus de décomposition embrasse non seulement la structure de classe traditionnelle, mais aussi la famille patriarcale, les modes autoritaires d'éducation, l'influence de la religion, les institutions de l'Etat, le mythe du travail, la renonciation, la culpabilité et la sexualité réprimée. En bref, le processus de désintégration commence maintenant à se généraliser et pénétrer de fait toutes les classes, valeurs et institutions traditionnelles. Il crée des issues, des modes de luttes et des formes d'organisation entièrement nouvelles et appelle à une approche toute nouvelle de la théorie et de la praxis."

Pour finir voilà ce qu'est devenu le message typiquement moderniste :

"L'ouvrier devient révolutionnaire quand il détruit sa "condition d'ouvrier", quand il en vient ici et maintenant à détester son statut de classe, quand il commence à rejeter exactement les caractéristiques que les marxistes présentent le plus en lui : son éthique du travail, son caractère dérivé de la discipline industrielle, son respect de la hiérarchie, son obéissance au chef, son esprit de consommation, ses vestiges de puritanisme. En ce sens l'ouvrier devient révolutionnaire à partir du moment où il perd son statut de classe et réalise une

"conscience de non-classe. Il dégénère et
"dégénère magnifiquement. Ce qu'il perd,
"c'est précisément ses chaînes de classe
"qui le lient à tous les systèmes
"de dominations. Il abandonne ses inté-
"rêts de classe qui le rendent esclave
"de l'esprit de consommation de banlieue.."

(De l'article Listen Marxism qui paru dans
la revue américaine "Anarchos" en Mai 69) (8)

Rarement les idées modernistes ont été
exprimées avec autant de cynisme. Mais de telles
idées décrivent non la décomposition de la
classe ouvrière, mais la désintégration de la
petite-bourgeoisie gauchiste, due à l'émergen-
ce de la crise. Ce que les modernistes déplorent
c'est leur propre dégénérescence en tant que
couche sociale condamnée, une dégénérescence
qu'ils reportent sur la classe ouvrière. Leurs
propres traits psychologiques, leur propre avi-
lisement et leur passivité sont ainsi trans-
férés au prolétariat révolutionnaire.

COMMENT LES GAUCHISTES ET LES MODERNISTES CONSIDERENT LA CLASSE OUVRIÈRE

"Socialisme ou Barbarie" n'a pas appelé
au rejet de la classe ouvrière dans les années
50, mais très peu de ceux qui sont devenus
par la suite des "Modernistes" ne l'ont fait.
L'occasion de franchir cette étape ne s'était
pas encore présentée. Pour cela il leur faudra
attendre un an ou deux avant 68. (9). Il est
important d'insister sur ce point. Pour les
trotskystes comme pour tous les autres gauchis-
tes, la classe ouvrière englobe les syndicats.
En d'autres termes, ils voient la classe ou-
vrière engendrer des institutions capitalistes
et faisant partie de celles-ci. Ainsi S ou B
s'est toujours fait le défenseur du travail
dans les syndicats de toutes sortes. Certains
de ses ex-militants sont devenus de grands
inspirateurs idéologiques du syndicat fran-
çais CFDT. (Mothé) (10)

La conception de la classe ouvrière dé-
fendue par ces ex-trotskystes ne différerait pas
en fait de la version des trotskystes officiels.
Pour SouB le socialisme était simplement un
capitalisme aménagé humainement, opérant na-
tionalement sous la loi de la valeur (avec "sa-
laires égaux" et production de marchandises).
La conception trotskyste ou bordiguiste n'est
pas différente, sauf à propos du rôle "dirigeant"
assumé par leur parti dans "l'Etat ouvrier".

Toute la question des crises du capitalis-
me pour les stalinien et les trotskystes d'
avant-guerre tournait autour d'un simple fac-
teur : comment défendre la Russie stalinienne
contre ses rivaux imperialistes, ravagés par le
militarisme, le fascisme et l'effondrement
économique. Cela renvoie à une des références
à laquelle, stalinien et trotskystes font
appel quand ils analysent la crise actuelle du
capitalisme. Contre la crise, la classe ouvrière
se doit de défendre la "Patrie Socialiste"

ou les "Conquêtes d'Octobre". (II). Le stalinis-
me n'a pas pu voir dans la classe ouvrière au-
tre chose que de la chair à canon pour défendre
et maintenir le pouvoir de la classe capitalis-
te bureaucratique de Russie. Le trotskysme, tou-
jours à la remorque du stalinisme, parle de la
classe ouvrière dans les mêmes termes même de
"façon critique". L'extension du pouvoir russe
sur l'Europe de l'Est a été considérée par la
majorité des trotskystes comme une extension des
"conquêtes d'Octobre", quoique "dégénérée".
Ce mépris de la classe ouvrière, ce dévoiement
capitaliste des conquêtes de la classe ouvrière
est inhérent au trotskysme dès sa naissan-
ce. Il suffit de lire les recettes du "Program-
me de Transition" de 1938 ou n'importe quel
journal trotskyste d'aujourd'hui pour voir la
nature profondément capitaliste d'Etat du trots-
kysme. Il y a donc un lien organique entre l'idée
d'après-guerre selon laquelle la classe ouvrière
a capitulé devant le capitalisme et la concep-
tion gauchiste de la classe ouvrière. Le gauchi-
sme a toujours considéré comme établi le fait
que la classe ouvrière soit intégrée au capi-
talisme. Les bureaucrates de la social-démocra-
tie en 1914 l'admettaient aussi quand ils appor-
taient leur soutien à la première guerre impéria-
liste. Les stalinistes et leurs valets trotskys-
tes l'admettent également chaque fois qu'ils ont
essayé ou qu'ils essaient de mobiliser les tra-
vailleurs pour des guerres impérialistes (comme
en 39-45), pour des luttes de libération natio-
nale, pour le syndicalisme, le parlementarisme
et d'autres politiques capitalistes.

Quand Lénine, en 1902, affirme que la cons-
cience socialiste est extérieure à la classe ou-
vrière, il exprimait une incompréhension fonda-
mentale, que la totalité du mouvement ouvrier par-
tageait à un degré ou à un autre à cette époque.
Aujourd'hui, une telle conception n'est pas une
erreur mais un mensonge réactionnaire. Quand,
aujourd'hui, les trotskystes ou les gauchistes en
général parlent du "rôle d'avant-garde du parti"
dans ce qu'ils imaginent être une révolution so-
cialiste, ils considèrent que la classe ouvrière
bien entendu est intégrée au capitalisme. Par
conséquent, le prolétariat a seulement besoin
d'un Etat-Major pour l'organiser, pour lui in-
jecter la "conscience communiste" (il faut lire
les "escroqueries du capitalisme d'Etat"), parce
que les travailleurs, voyez-vous, laissés à eux-
mêmes, sont seulement capables d'"économisme" ou
de "trade-unionisme". Et puisque ces dernières
tendances sont des "idéologies bourgeoises", (en
fait, ni plus ni moins que le trotskysme), cela
montre que la classe ouvrière n'est qu'une classe-
en-soi "dominée par la bourgeoisie", qui attend
l'arrivée de Messieurs Healy, Cliff, Mandel,
Hansen, Frank et de toute cette cabale de petits
Staline.

Entre la conception bourgeoise qu'ont les
gauchistes de la classe ouvrière et celle des mo-
dernistes, il n'y a qu'une différence de degré.
Il est vrai que les modernistes s'opposent aux
tactiques d'avant-garde des stalinien et des
trotskystes, et que généralement ils planent au-
dessus des anarchistes ignares en jonglant avec
les mots. Mais leur vision de la classe est la
même. C'est le point de vue capitaliste de l'in-

telligentsia gauchiste, couche créée, ordonnée et désintégrée par le développement d'après guerre du capitalisme décadent. Pour les gauchistes, (staliniens, trotskystes, maoïstes, etc.), la conscience communiste vient de l'"intelligentsia" socialiste scientifique, qui ensuite l'apporte aux ouvriers, comme Prométhée a apporté le feu à l'humanité. De la même manière, les modernistes, la conscience communiste naît des cerveaux des intellectuels "communistes" (c'est à dire d'eux-mêmes). Mais, contrairement aux gauchistes, ces sages s'abstiennent de déverser leur savoir sur les ouvriers. Les prolétaires ne méritent pas une telle "faveur". Après tout quel besoin a une classe capitaliste de la "conscience communiste". Les modernistes tendent à faire circuler leurs textes uniquement entre eux, ce qui, il faut le reconnaître, n'est pas une mauvaise chose. (A suivre)

NODENS

Extrait du n°4 de World Revolution.

NOTES

(1) "Un texte qui n'en est pas un à proprement parler" Janvier 75.

(2) Cité dans : "La vie et l'oeuvre de Wilhelm Reich" de Michel Cartier ; New York 1973, p. 207.

(3) Critique de l'ouvrage de Bruce Brown par Stanley Aronowitz : "Marx, Freud et la critique de la vie quotidienne", parue chez Télos, 18 (p. 180).

(4) Voir sa "critique de la vie quotidienne", Paris 1958 et la "Vie quotidienne dans le monde moderne" Paris 1968.

(5) Pour une documentation sur l'évolution des situationnistes, voir : "Leaving in the 20th century. The incomplete work of the Situationist International", traduit et édité par l'ex situationniste C. Gray, qui, actuellement, soutient (1)... une campagne de propagande massive afin de faire connaître au public la possibilité d'une révolution... simultanément avec la création de "thérapeuthiques de masse" Londres 1974, p. 167.

(6) Pour un regard critique sur l'origine, les idées et le destin de S ou B, voir les analyses suivantes publiées par nos camarades français :

- "Lettre d'un camarade de R.I. au groupe de Aberdeen" dans le bulletin d'études et de discussion de RI, n°2, mai 1973, p.29.

- "Une tentative de dépassement du marxisme : S ou B" dans le Bulletin d'études et de discussion n° 11, janvier 75, p.2.

(7) Ces idées sont encore très en vogue. Un best-seller relativement récent "The greening of America", de Charles Reich. Cet auteur prônera la "persuasion" et "un changement dans la

conscience" par les charades démocratiques bourgeoises. A partir des mêmes prémisses que Marcuse, il arrive à des conclusions plus savoureuses sur les couches moyennes.

(8) Ce joyau fit couler beaucoup d'encre de la part des sectes réactionnaires. Par exemple le British Solidarity Group (influencé par Cardan) fit une critique de cette brochure en 1970 et dit : "C'est indubitablement la meilleure brochure anarchiste produite depuis des années." Le critique, expert en la matière, conclue : "Inutile de dire que c'est le travail d'un ex-marxiste" (sic). Solidarity, vol.6 n°5 p.20.

(9) Dans "Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire marchande", 1965, les situationnistes ont déjà commencé à parler de l'intégration du prolétariat classique à la "société du spectacle". Les émeutes noires de Watts étaient soi-disant la "négation" de la marchandise, alors que les blancs en étaient esclaves.

Selon Cardan (1964), utiliser le terme de prolétariat c'était... se laisser aller à une sociologie purement descriptive. "Redéfinition de la révolution", Londres 1974, p.9. Cette négation conceptuelle du prolétariat était devenue le label de la "Nouvelle Gauche" en Europe et aux Etats Unis.

(10) Cardan, sous le nom de Coudray, se situait entièrement dans cette tradition gauchiste quand il écrivit en 1968 : "En même temps il est nécessaire d'appeler les travailleurs à rejoindre la CFDT, sans leur laisser aucune illusion sur le syndicat en tant que tel parce qu'elle est la moins bureaucratisée, la plus perméable à sa base aux idées du mouvement, et qu'elle permet de poser la question de l'autogestion, qui est bonne non seulement en dehors du syndicat, mais aussi pour la section syndicale, le syndicat lui-même, la fédération et la confédération". "La révolution anticipée", mai 68. La Brèche, Paris 68, p.111 et 112.

Les sympathisants anglais de Cardan ont toujours caché soigneusement ces passages, puisque Solidarity se déclare "contre" les syndicats. Mais leur respect pour le "shop-stewardisme" est bien connu. Un autre rejeton de S ou B, la revue française "Lutte de Classe", éprouve une égale fascination pour le shop-stewardisme et donc pour les mystifications capitalistes de l'autogestion.

(11) Or, comme diraient les maoïstes, les ouvriers et les capitalistes progressistes doivent défendre la Chine de Mao. En France, la pernicieuse idéologie maoïste s'est facilement fondue avec des bribes d'anarchisme, même avant mai 68. L'interview suivante de D. Cohn Bendit, la prima dona de l'anarchisme en mai 68, est instructive à ce niveau : "Q-: Vous prenez quelques éléments de votre définition du socialisme dans Trotsky et dans Mao? R-: De Mao en fait. Par exemple, Mao rompt avec le léninisme au sens strict du terme quand il fait confiance à une autre classe que la classe ouvrière : la paysannerie. Les communes villageoises sont aussi pour nous une forme d'orga-

(suite page 6)

Suite à des erreurs de fabrication dans le n° 17, comme vous avez pu le remarquer, la fin du texte de présentation du congrès de RI a disparu au profit de la fin du texte sur la situation internationale, donnant ainsi une vision tronquée du texte de présentation. Nous présentons donc aujourd'hui le texte de présentation du congrès dans la forme sous laquelle il aurait dû paraître.

PRESENTATION DU 1er CONGRES DE R.I.

Alors que chaque jour le système s'empêtre plus profondément dans des contradictions insurmontables et qu'il n'offre à l'humanité qu'une barbarie toujours croissante, le prolétariat international ressent de plus en plus profondément la nécessité de se préparer à l'affrontement décisif. Les éléments révolutionnaires qui se dégagent peu à peu dans le monde entier de ce premier effort de prise de conscience du prolétariat, doivent comprendre le rôle qu'ils sont appelés à jouer au sein et vis-à-vis de cette classe. Les idées qu'ils expriment ne surgissent ni du néant, ni d'eux-mêmes, mais sont l'expression des intérêts historiques de la classe ouvrière. Les positions qu'ils défendent ne sont pas le produit de "leur" expérience, mais de celle de cette classe depuis sa naissance et principalement depuis que le système est entré en décadence et que la dernière vague révolutionnaire des années 17-23 les a tranchées comme des positions de classe.

Les révolutionnaires ne sont pas des individus "privilegiés" de la classe ouvrière, mais le produit d'un processus de prise de conscience sur lequel ils sont eux-mêmes appelés à agir. Leur tâche est d'aider à clarifier et à généraliser cette prise de conscience. Ils se donnent les moyens de cette tâche, ils se donnent une organisation, support indispensable à son accomplissement. Si les conceptions erronées de Lénine sur le parti apportant "du dehors" sa conscience révolutionnaire au prolétariat et devant se substituer à celui-ci dans la prise de pouvoir ont pu servir de paravent idéologique aux aberrations contre-révolutionnaires du stalinisme et du trotskysme, aujourd'hui, un nombre important des éléments qui se dégagent de ces courants de la contre-révolution ont tendance à "jeter l'enfant avec l'eau sale". Rejetant la vision léniniste de l'organisation, ils tombent dans l'erreur inverse qui consiste à dénier aux révolutionnaires toute nécessité et possibilité d'organisation distincte de celle de l'ensemble de la classe. De ce fait, ils se sabordent eux-mêmes en se refusant les moyens d'assumer leur fonction et, pire, privent la classe de la contribution absolument nécessaire de ses meilleurs éléments à sa prise de conscience.

Cinquante années de la plus profonde contre-révolution qu'ait eue à subir la classe ouvrière et la rupture organisationnelle qui en a découlé pour l'avant-garde de la classe rendent particulièrement difficile la compréhension de la

question de l'organisation. Les erreurs des bolcheviks ne doivent pas faire oublier celles des autres courants communistes et en premier lieu des communistes allemands dans la première grande vague révolutionnaire des années 20. En particulier, les hésitations du Spartacusbund à rompre organisationnellement à temps avec la Social-Démocratie et l'éparpillement des groupes des radicaux de gauche ont coûté très cher au mouvement ouvrier du passé. Si, dans la montée révolutionnaire qui s'annonce, le prolétariat tombe dans les mêmes erreurs du passé menant à une nouvelle défaite, celle-ci sera sans nul doute bien plus tragique encore et risque d'être fatale.

Pour que les positions qu'ils défendent ne restent pas lettre morte, mais deviennent une force matérielle dans la lutte décisive du prolétariat contre le capital, les révolutionnaires doivent comprendre la nécessité de créer un cadre qui rende possible leur intervention effective. Il ne suffit pas de renouer avec le passé ; encore faut-il savoir faire de ce lien une force vivante et non un document d'archives. Le parti qui sera demain un acteur dans l'affrontement entre les classes, ne naîtra pas tout seul du néant, mais des efforts préalables des révolutionnaires qui, à travers un lent processus de maturation, auront su recréer le cadre organisationnel emporté hier par le flot de la contre-révolution, nécessaire aujourd'hui au développement de l'activité des révolutionnaires, capables demain de devenir un facteur actif de la lutte prolétarienne.

C'est au sein d'un tel effort que s'est inscrite l'activité de notre courant politique depuis sa première apparition en 1964 avec "Internacionalismo" du Venezuela et son développement avec la création de "Révolution Internationale" en 1968, puis de "Internationalism" (USA), "World Revolution" (Grande-Bretagne), "Accion Proletaria" (Espagne) et "Rivoluzione Internazionale" (Italie). En liaison avec ses activités et comme part d'elle-même, notre courant a poursuivi à travers de longs débats un processus d'organisation et de centralisation dont la Conférence Internationale de janvier 1975 marque une étape importante par la création formelle du Courant Communiste International et dont la conférence de juin 1975 marque, sur le plan national, une autre étape majeure. En effet, cette conférence a permis la conclusion -évidemment provisoire- de toute une série de débats qui avaient animé notre groupe depuis plus d'un an

et qui portaient :

- sur l'organisation des révolutionnaires,
- sur la nature révolutionnaire de la classe ouvrière,
- sur la période de transition entre le capitalisme et le communisme,

sujets qui se trouvaient donc à l'ordre du jour de la conférence et qui ont donné lieu à l'adoption des résolutions qu'on trouvera à la suite.

Il faut signaler que, faute de temps, la question de la période de transition n'a pas été discutée à la conférence elle-même bien qu'ayant été amplement discutée dans sa préparation. En conséquence de quoi, la résolution sur cette question n'a pu être formellement adoptée dans sa rédaction actuelle comme définitive mais seulement comme cadre d'orientation générale, sujet à une éventuelle rédaction nouvelle.

La résolution sur la classe ouvrière avait pour fonction de marquer le rejet par le groupe des conceptions modernistes qui tendent à nier à cette classe sa nature révolutionnaire, conceptions que nous avons dû combattre au sein de l'organisation avec la "Tendance Communiste".

Quant à la question d'organisation, la clarification qui s'était opérée en nos rangs particulièrement par rapport au texte de la plateforme de 1972 devait donner lieu à une nouvelle formulation de ce point de la plateforme, intégrant notre plus grande compréhension du mode de fonctionnement de l'organisation et de la notion de continuité organique. Notre plus grande clarté sur les problèmes organisationnels devait nous permettre également l'adoption de statuts pour le groupe français du CCI.

Ces débats, cette clarification, l'adoption des textes sur l'organisation ainsi que la présentation et la discussion d'un texte d'orientation sur la situation internationale (voir à la suite) étaient la marque d'une évolution dans le mode de travail de nos conférences. A cette évolution correspond la décision de l'assemblée d'appeler désormais "congrès"

ces réunions et de faire de la conférence de juin 75 le premier congrès de "Révolution Internationale".

oOo

Tout comme l'ensemble de la classe, les révolutionnaires tendent à regrouper et à centraliser leurs forces sur le plan national et international. Tous ceux qui, pour des divergences secondaires, se refusent à unir leurs efforts prouvent qu'ils n'ont pas dépassé la vision petite-bourgeoise de préservation de "leurs" idées particulières et de "leur" groupe et qu'ils ne se conçoivent pas comme partie et produit de la classe. Confondre positions de classe et divergences d'analyse, confondre principes et questions en discussion, c'est ne pas comprendre ce qu'on exprime et encore moins les tâches qui incombent aux révolutionnaires. C'est ne pas être à la hauteur de ses responsabilités face à la classe. L'inexorable aggravation des convulsions du capital dans le monde entier, le développement des grèves ouvrières et les défaites partielles et momentanées que leur inflige un capital agonisant engagent le prolétariat sur le chemin de l'affrontement. Dans sa lutte il sera amené à démasquer les syndicats, à ébaucher une organisation autonome et à généraliser ses combats, et, outre la dénonciation incessante des mystifications dont le système va paver le chemin du prolétariat, les révolutionnaires vont être amenés à prendre une part de plus en plus active à la lutte elle-même. Aujourd'hui où chaque événement confirme la vision marxiste de l'histoire, où le prolétariat commence à s'engager sur le chemin des affrontements de classe, les révolutionnaires ne peuvent plus se boucher les yeux sur l'importance de leur rôle et leurs responsabilités. Face aux exigences de la situation qui se développe, ils doivent regrouper leurs forces autour des positions de classe, sans quoi ils ne sauraient rester longtemps des révolutionnaires. C'est parce que le regroupement des révolutionnaires est à l'ordre du jour que notre courant international et notre groupe national se sont engagés dans cet effort et que nous appelons toutes les forces à venir s'y associer pour qu'elles soient à la hauteur du rôle qu'elles doivent jouer dans la bataille pour le triomphe de la révolution.

(suite de la pg. 4)

- 1) qu'il ne sert à rien de revendiquer quoi que ce soit d'un Etat qui ne peut rien lui accorder ;
- 2) que la seule victoire qu'elle acquiert dans ses luttes quotidiennes, c'est l'apprentissage de sa force, de sa capacité à s'organiser comme un seul corps uni, de la conscience des buts et des moyens réels de son combat ;
- 3) que, ne pouvant plus "revendiquer" de l'Etat bourgeois, il ne lui reste qu'à le détruire.

La prise du pouvoir n'est pas une revendication ultime, mais la fin des revendications.

C'est pourquoi ceux qui prétendent opposer aux plans de sauvetage économique du capital des plans "de transition", des revendications organisées du système, quelques soient leurs illusions de "tactiques révolutionnaires", ne s'inscrivent pas dans le processus de développement des luttes prolétariennes mais dans celui de leur freinage, celui du réformisme. Le prolétariat ne va pas à la révolution inconscient derrière des carottes transitoires qui lui seraient adroitement et opportunément tendues devant le museau par son avant-garde. Son avant-garde ne peut au contraire que lui montrer la nécessité de faire sienne la conscience de ce qu'il fait, de ce qu'il sera contraint de faire, et, entre autre, de cesser de se faire des illusions sur les possibilités d'obtenir du capital un quelconque amélioration de son sort.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

■ Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, —tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales— et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de

"pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ Les partis de "gauche" ainsi que les courants "gauchistes", maoïstes, trotskystes, anarchistes, ne sont que la gauche de l'appareil politique du capital.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitalistes au sein du prolétariat.

■ Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance anti-fasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

■ Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

Notre activité

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

